

Envoyé en préfecture le 06/02/2026

Reçu en préfecture le 06/02/2026

Publié le 06/02/2026

ID : 040-200069417-20260203-2026_04-DE



Rapport d'Orientations budgétaires 2026



Table des matières

Partie 1.	Perspectives économiques et contexte de marché	4
1.	Un panorama géopolitique et financier instable	4
Partie 2.	Mesures relatives au Projet de Loi de Finances 2026 - focus sur les éléments concernant les EPCI	6
	Un contexte législatif sous tension	6
1.	La mesure phare : Le maintien et le renforcement du DILICO.....	6
2.	Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) et Péréquation.....	6
3.	Fiscalité et Compensations	7
4.	Investissement et FCTVA.....	7
5.	Masse salariale.....	7
Partie 3.	Les Orientations budgétaires 2026 de la Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans	8
1.	METHODOLOGIE ET HYPOTHESES RETENUES	8
2.	LES GRANDES MASSES FINANCIERES.....	9
2.1.	Les masses budgétaires.....	9
2.2	Soldes financiers	9
2.3	Fonds de roulement et résultat prévisionnel.....	9
2.4	Endettement	9
3.	LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS	10
3.1	Soldes intermédiaires de gestion	10
4.	LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT	13
4.1 -	Encours de dette et emprunts nouveaux.....	13
4.2 -	Annuités de la dette.....	14
4.3 -	Ratio de désendettement	14
5.	LA FISCALITE DIRECTE	16
5.1 -	L'évolution des bases.....	16
5.2 -	Evolution des taux et des produits	16
6.	LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	20
6.1 -	Les recettes de fonctionnement.....	20
6.2 -	Les dépenses de fonctionnement	22
7.	LA SECTION D'INVESTISSEMENT	25
7.1 -	Les recettes d'investissement.....	25
7.2 -	Les dépenses d'investissement.....	26
8.	LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT ET SON FINANCEMENT	28
8.1 -	Les dépenses prévues au PPI par direction.....	28
8.2 -	Les financeurs du PPI	30
8.3 -	Le coût net annuel.....	30
9.	LES RATIOS	31
10.	Les budgets annexes	34
10.1	Budget annexe Action économique.....	34



10.2. Budget annexe Gémapi.....	34
10.3 Budget annexe Office de tourisme	35
10.4 Budget annexe Multiple rural.....	35
Partie 4. Etat de la dette	36
1. Les caractéristiques de votre dette.....	36
Dette par type de risque	36
2. Dette selon la charte de bonne conduite.....	37
3. Dette par nature.....	37
4. Dette par prêteur	37
5. Suivi budgétaire : échéances connues et estimées du 01/01/2026 au 31/12/2026	38
6. Profil d'extinction.....	38
Partie 5. Etat du personnel	40
1. Structure des effectifs.....	40
Equivalents temps plein (ETP) moyen annuel tous statuts confondus (CDD occasionnels et saisonniers compris).....	40
Emplois permanents par catégorie.....	40
Répartition Femmes/Hommes par filière emplois permanents 2025.....	40
Répartition par filière emplois permanents 2024	41
2. Dépenses de personnel – éléments de rémunération.....	42
Rémunération moyenne brute mensuelle rétablie en ETP des agents en contrats permanents et titulaires par catégorie en 2024	42
Avantage en nature en € versés :	42
Heures supplémentaires :	42
Forfait mobilité durable :	42
Durée effective du temps de travail :	42



Partie 1. Perspectives économiques et contexte de marché

L'année 2026 s'inscrit dans un environnement international en pleine mutation, oscillant entre des signes d'apaisement diplomatique et des tensions structurelles majeures.

Le paysage économique mondial est redessiné par des évolutions technologiques de rupture, notamment dans le secteur de l'énergie, et par un retour marqué de la souveraineté stratégique en Europe.

1. Un panorama géopolitique et financier instable

1.1. Entre trêve diplomatique et fragilité régionale

Le tournant majeur de la fin d'année 2025 réside dans la signature d'une trêve entre Israël et le Hamas, sous médiation américaine. Bien que cet accord ait permis la libération d'otages et une accalmie relative, la situation demeure précaire avec des échanges de tirs sporadiques et l'absence d'un plan de reconstruction pérenne pour Gaza.

Pour l'économie française, cette instabilité maintient une prime de risque sur les marchés de l'énergie, même si une détente immédiate a été observée après la signature.

1.2. La montée des risques judiciaires extraterritoriaux

Le secteur financier européen, pilier du financement de l'économie française, fait face à une nouvelle forme de risque géopolitique. La condamnation fin 2025 de BNP Paribas par un jury fédéral américain pour des opérations liées au régime soudanais des années 2000 illustre la portée croissante du droit extraterritorial.

Au-delà de l'amende immédiate, le risque d'actions collectives massives (plus de 20 000 plaignants potentiels) crée une incertitude sur les fonds propres des grandes banques, renchérissant potentiellement le coût du crédit pour les entreprises et les collectivités françaises.

1.3. Le modèle japonais : un avertissement démographique

Le Japon tente de répondre à un "triple défi" : inflation inédite à 2 %, croissance atone (0,6 %) et crise démographique record.

Ce contexte oblige le pays à maintenir une politique monétaire ultra-accommodante à contre-courant des États-Unis et de l'Europe, entraînant une faiblesse historique du yen.

Ce déséquilibre mondial pèse sur les flux d'investissements et souligne les risques de long terme liés au vieillissement de la population, un défi que partage également le continent européen et la France.

2. Énergie : La transition vers un nouveau paradigme

2.1. La révolution du stockage : un levier de compétitivité

Le secteur de l'énergie connaît une accélération historique avec l'explosion des capacités de stockage par batteries. La capacité installée mondiale devrait atteindre 617 GWh en 2025, portée par une baisse du coût du lithium de 90 % depuis 2010. Pour la France, ce basculement est crucial :

- Réduction de la dépendance : Le stockage permet de rendre les énergies renouvelables intermittentes (solaire, éolien) pilotables, réduisant la dépendance aux importations de gaz et de pétrole.
- Stabilité des prix : En jouant un rôle d'arbitre (stockage lors des prix bas, restitution lors des pics), les batteries lissent les prix de gros de l'électricité.

Cependant, la Chine maintient une position quasi monopolistique en contrôlant 70 % de la production de batteries et 85 % du raffinage des terres rares, créant une nouvelle forme de vulnérabilité stratégique pour l'Europe (dépendance à une autre économie).



2.2. Le pétrole dans un cycle baissier durable

Le marché pétrolier est entré dans une phase de prix modérés, avec un baril de Brent oscillant autour de 66 dollars. Cette tendance est alimentée par une production record des États-Unis et une demande atone en Chine et en Europe.

- Impact direct en France : Le prix des carburants est revenu en fin d'année 2025 sous la barre de 1,70 € le litre, agissant comme un "amortisseur budgétaire" pour les ménages et réduisant les coûts de production dans les secteurs du transport et de l'agroalimentaire.
- Désinflation : Cette baisse de la facture énergétique mondiale (diminution de 90 milliards d'euros pour la zone euro) est le principal moteur de la décrue actuelle de l'inflation.

3. Europe et France : Réarmement et rigueur budgétaire

3.1. Le tournant du réarmement européen

L'Europe a opéré un changement d'échelle majeur dans ses dépenses militaires, passant de 1,3 % du PIB avant 2022 à 1,9 % en 2025 (soit environ 380 milliards d'euros).

Ce réarmement, marqué par le plan "Zeitenwende" en Allemagne, pèse lourdement sur les finances publiques mais stimule l'industrie de défense française.

Ce pivot vers la souveraineté militaire impose une réallocation durable des priorités budgétaires au détriment d'autres politiques publiques « civiles ».

3.2. Situation macroéconomique de la France

La France présente un profil singulier en zone euro :

- Inflation : Elle s'établit à 1,1 % (selon Eurostat), soit un niveau nettement inférieur à la moyenne de la zone euro (2,2 %).
- Croissance : Le PIB français a progressé de 0,5 % au troisième trimestre 2025, soutenu par les exportations et l'investissement des entreprises.
- Défis budgétaires : Malgré cette résilience, la charge de la dette devient le poste budgétaire à la croissance la plus rapide (proche de 80 milliards d'euros en 2026).
Le gouvernement français doit donc naviguer entre rigueur budgétaire — via des mesures comme la nouvelle taxe sur les holdings ou le gel de certaines dépenses — et le soutien à la croissance pour éviter une dégradation de sa notation souveraine.

En conclusion, si la baisse des prix de l'énergie et la désinflation offrent une respiration à l'économie française, la dépendance technologique vis-à-vis de la Chine pour la transition énergétique et l'alourdissement des dépenses liées à la défense et à la dette imposent une gestion extrêmement prudente des finances publiques en 2026.



Partie 2. Mesures relatives au Projet de Loi de Finances 2026 - focus sur les éléments concernant les EPCI

L'élaboration du budget de l'État pour l'exercice 2026 s'inscrit dans un calendrier parlementaire et une configuration politique d'une complexité inédite.

Le présent décryptage intervient alors que les débats à l'Assemblée Nationale restent marqués par une absence de majorité absolue, conduisant l'Exécutif à mobiliser les outils constitutionnels de rationalisation du parlementarisme.

1. Un contexte législatif sous tension

Après l'adoption d'une « loi spéciale » visant à assurer la continuité de l'État et des services publics, le Gouvernement a eu recours à l'article **49 alinéa 3 de la Constitution** pour engager sa responsabilité sur le Projet de Loi de Finances.

Ce passage en force, bien que constitutionnel, témoigne de la difficulté à dégager un consensus sur les trajectoires de redressement des finances publiques et sur l'effort demandé notamment aux collectivités territoriales.

Une analyse fondée sur des documents provisoires

Il est essentiel de souligner que les mesures détaillées dans les pages suivantes sont issues du **texte initial du Projet de Loi de Finances** (ou de la version retenue après l'usage du 49.3 en première lecture).

À ce stade, ces dispositions ne revêtent **aucun caractère définitif** et les orientations budgétaires 2026 de la Communauté de communes ont été établies avec une grande prudence dans ce contexte marqué à la fois par les incertitudes législatives et par les efforts budgétaires que devront consentir les collectivités territoriales.

Le texte doit encore faire l'objet de navettes parlementaires entre l'Assemblée Nationale et le Sénat, ainsi que d'éventuels ajustements en Commission Mixte Paritaire.

Les éléments présentés ici constituent donc une **base de travail prospective** ; ils préfigurent les intentions du Gouvernement pour le bloc communal, mais restent susceptibles d'évoluer de manière significative jusqu'à la promulgation de la loi et sa publication au Journal Officiel.

2. La mesure phare : Le maintien et le renforcement du DILICO

Le **Dispositif de Lissage Conjoncturel (DILICO)** est reconduit et son montant est doublé pour atteindre 2 milliards d'euros au niveau national.

Prélèvement EPCI : La contribution spécifique des EPCI à fiscalité propre s'élèvera à 500 millions d'euros en 2026 (contre 250 M€ en 2025).

Élargissement du périmètre : Le seuil d'éligibilité (indice synthétique de ressources et de charges) est abaissé de 110 % à 100 % de la moyenne, augmentant considérablement le nombre d'EPCI contributeurs.

Conditionnalité de reversement : À partir de 2027, le reversement des sommes prélevées (Seul 80% du montant prélevé serait restitué) sera conditionné à la maîtrise des dépenses réelles de fonctionnement.

Si la double condition que les dépenses de l'EPCI et de sa strate dépassent la croissance du PIB (+1,2 % pour 2026), aucun reversement ne sera effectué.



3. Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) et Péréquation

Dotation d'intercommunalité (DI) : Le mode de calcul reste inchangé, mais son abondement (90 M€) est désormais financé à 100 % par l'écrêtement de la dotation de compensation (CPS).

Écrêtement de la CPS : La dotation de compensation des EPCI subira une baisse totale estimée à - 222 millions d'euros en 2026 (soit une diminution de -5,04 %).

Cette baisse finance l'augmentation de la DI et contribue pour 40 % à l'abondement de la péréquation communale (DSU et DSR).

Indicateurs financiers : Le lissage de la réforme des indicateurs se poursuit.

Pour 2026, la "fraction de correction" est réduite à 60 % pour l'effort fiscal et 40 % pour le potentiel financier.

4. Fiscalité et Compensations

CVAE : L'annulation du report de la suppression totale est confirmée.

Pour les EPCI, la fraction de TVA reçue en compensation de la CVAE en 2026 devrait être égale au montant définitif reçu en 2025.

TVA (Variables d'ajustement) : Le mode de calcul de la fraction de TVA pour les EPCI est révisé mais ne devrait pas bénéficier de la dynamique de l'inflation comme prévue initialement et devrait rester stable.

Par ailleurs, le bloc communal est à nouveau mis à contribution via la minoration de sa DCRTP et du FDPTP (variables d'ajustement globales de -527 M€).

Valeurs locatives industrielles : Une baisse de 25 % de la compensation fiscale au titre de cette réforme est prévue.

En effet, lors de la réforme de la CFE basée sur les locaux industriels (base de la CFE sur la valeur vénale des biens de l'entreprise en non sur la valeur locative des locaux) la base d'imposition avait été réduite à 50% pour permettre une plus grande compétitivité des entreprises vis-à-vis du marché économique mondial.

5. Investissement et FCTVA

Création du FIT : Le **Fonds d'Investissement pour les Territoires (FIT)** remplace et fusionne la DETR, la DSIL et la DPV. Doté de 1,4 milliard d'euros, il vise à rationaliser le soutien à l'investissement local sous l'égide des préfets.

Baisse du Fonds Vert : L'enveloppe dédiée à la transition écologique est ramenée à 650 M€, soit une baisse de 43 % par rapport à 2025.

FCTVA : Le PLF 2026 confirme la suppression du FCTVA sur les dépenses de fonctionnement (dépenses de voirie et logiciel en nuage). De plus, le calendrier de versement pour les EPCI et EPT est modifié, si jusqu'à présent, le FCTVA était versé à trimestre échu, en 2026, le FCTVA devrait être versé en 2027 pour les investissements réalisés en 2026.

L'année 2026 serait donc une « année blanche » pour le FCTVA.

6. Masse salariale

Poursuite de l'augmentation de la cotisation CNRACL : La cotisation retraite des fonctionnaires territoriaux augmente chaque année de 3% par an pendant 4 ans depuis 2025.

Versement transport régional et rural : Nouvelle taxe mise en place par la région Nouvelle Aquitaine sur une partie du territoire par délibération du 13 octobre 2025 à compter du 1^{er} janvier 2026. Les collectivités et établissements publics des territoires concernés doivent s'acquitter de cette taxe correspondant à 0.15% de la masse salariale.

Augmentation du SMIC : Le SMIC augmente de +1.18% passant de 12.02 euros brut de l'heure (contre 11.88 euros brut).



Partie 3. Les Orientations budgétaires 2026 de la Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans

1. Méthodologie et hypothèses retenues

Comme indiqué précédemment c'est dans un contexte d'incertitude que ces orientations budgétaires ont été travaillées.

La plus grande prudence a été requise dans la construction de ce scénario, d'autant que le Compte financier unique (retranchant les écritures de 2025) n'a pas été arrêté non plus.

Par conséquent les résultats 2025 s'appuient sur une projection d'atterrissage des résultats et différeront certainement des résultats finaux qui seront votés lors de la validation du Compte Financier Unique 2025.

Thème	Agrégat	Hypothèse
Fiscalité	Taux (CFE, TH, TF et TFNB)	Valorisation des bases à 0.8%
Dépenses de fonctionnement	Subvention d'équilibre	Maintien des subventions d'équilibre des budgets annexes et CIAS
Recettes d'investissement	Emprunts	Proposition d'un emprunt à 500 000 €
Dépenses d'investissement		Année 2026 renouvellement des conseils municipaux, investissements d'entretien des bâtiments principalement
Recettes d'investissement	Autres immobilisations financières (chap 27)	Emprunt EHPAD terminé, fin de la demande de remboursement de la part de la CC à l'EHPAD
Recettes d'investissement	Autres recettes	Année blanche pour le FCTVA 2026 Reliquat de subventions à percevoir (Tilh, panneaux photovoltaïques)
Dépenses de fonctionnement	Masse salariale	2026: CNRACL +3% en 2026 (2 ^{ème} année d'augmentation sur 4 ans) +90 000 € Glissement Vieillesse et Technicité : 40 000 € (avancements échelon et grade) Nouvelle cotisation instaurée par la Région Nouvelle Aquitaine - versement régional et rural 0.15% de la masse salariale (+10 000 €) Courant 2026 Maintien de la maîtrise de la masse salariale objectif +3.5% par rapport au budget 2025

Population : 24 900 habitants



2. Les masses financières

2.1. Les masses budgétaires

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Recettes de fonctionnement	12 803 619	13 352 477	13 975 233	14 195 183	15 303 217	16 849 818	17 977 413	18 587 402	18 873 248	19 339 128	20 039 874
Dépenses de fonctionnement	11 581 073	12 060 212	12 337 901	12 845 760	13 480 440	15 849 264	16 813 814	17 040 605	17 671 750	18 131 563	18 686 428
<i>dont intérêts de la dette</i>	178 156	166 902	142 438	121 690	103 714	104 248	106 329	113 039	104 125	106 627	108 440
Recettes d'investissement	2 086 244	1 996 961	950 635	1 026 209	737 110	1 601 692	1 713 899	2 095 368	628 788	737 159	1 193 327
<i>dont emprunts souscrits</i>	744 526	804 163	762 784	710 000	427 550	730 000	900 450	1 023 124	500 000	500 000	800 000
Dépenses d'investissement	3 350 774	2 374 387	2 318 386	2 451 509	1 959 163	2 640 513	2 929 827	2 932 276	2 045 416	1 959 723	2 036 628
<i>dont capital de la dette</i>	771 448	857 007	910 287	787 311	768 050	738 952	751 185	734 173	594 044	577 915	556 628
<i>dont P.P.I</i>	2 579 026	1 517 080	1 408 099	1 663 748	1 191 113	1 898 561	2 178 642	2 106 603	1 541 372	1 349 000	1 493 000

2.2 Soldes financiers

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Epargne de gestion	1 400 703	1 458 736	1 778 771	1 471 113	1 926 491	1 104 802	1 269 928	1 659 836	1 305 623	1 314 191	1 461 886
Epargne brute	1 222 547	1 291 834	1 636 332	1 349 423	1 822 777	1 000 554	1 163 599	1 546 797	1 201 498	1 207 565	1 353 446
Epargne nette	451 098	434 827	726 045	562 112	1 054 726	261 602	412 415	812 624	607 454	629 650	796 818

2.3 Fonds de roulement et résultat prévisionnel

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Fonds de roulement en début d'exercice	5 741	-36 242	878 597	1 148 177	1 081 513	1 682 236	1 643 970	1 591 641	2 301 530	2 086 400	2 071 401
Résultat de l'exercice	-41 983	914 839	269 581	-75 878	600 723	-38 267	-52 329	709 890	-215 130	-14 999	510 145
Fonds de roulement en fin d'exercice	-36 242	878 597	1 148 178	1 072 299	1 682 236	1 643 969	1 591 641	2 301 530	2 086 400	2 071 401	2 581 546

2.4 Endettement

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Encours au 31 décembre	6 277 843	6 384 374	6 293 965	5 953 036	5 623 251	5 624 991	5 768 771	5 057 723	4 963 679	4 885 764	5 129 136
Ratio de désendettement	5,1 ans	4,9 ans	3,8 ans	4,4 ans	3,1 ans	5,6 ans	5 ans	3,3 ans	4,1 ans	4 ans	3,8 ans
Emprunt	744 526	804 163	762 784	710 000	427 550	730 000	900 450	1 023 124	500 000	500 000	800 000



3. Les équilibres financiers

3.1 Soldes intermédiaires de gestion

Ce sont des indicateurs permettant d'analyser le niveau de richesse de la collectivité.

La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

Epargne de gestion = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette.

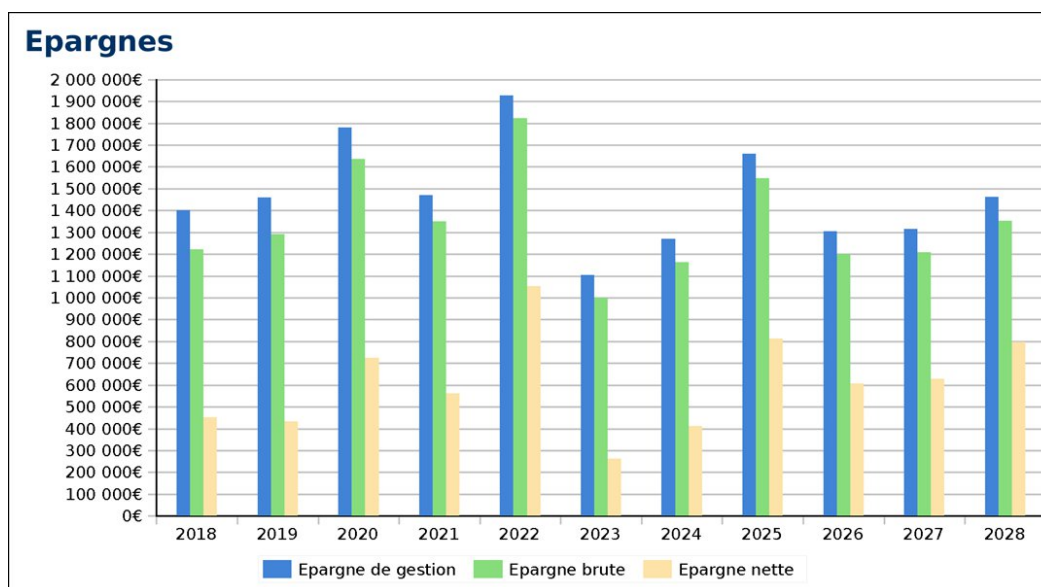
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Montants	1 400 703	1 458 736	1 778 771	1 471 113	1 926 491	1 104 802	1 269 928	1 659 836	1 305 623	1 314 191	1 461 886

Epargne brute = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière.

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Montants	1 222 547	1 291 834	1 636 332	1 349 423	1 822 777	1 000 554	1 163 599	1 546 797	1 201 498	1 207 565	1 353 446

Epargne nette = Epargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Recettes de fonctionnement	12 803 619	13 352 477	13 975 233	14 195 183	15 303 217	16 849 818	17 977 413	18 587 402	18 873 248	19 339 128	20 039 874
Epargne de gestion	1 400 703	1 458 736	1 778 771	1 471 113	1 926 491	1 104 802	1 269 928	1 659 836	1 305 623	1 314 191	1 461 886
Epargne brute	1 222 547	1 291 834	1 636 332	1 349 423	1 822 777	1 000 554	1 163 599	1 546 797	1 201 498	1 207 565	1 353 446
Taux d'épargne brute (en %)	9,55%	9,68%	11,71%	9,51%	11,91%	5,94%	6,47%	8,32%	6,37%	6,24%	6,75%
Epargne nette	451 098	434 827	726 045	562 112	1 054 726	261 602	412 415	812 624	607 454	629 650	796 818



3.2 - Epargne brute

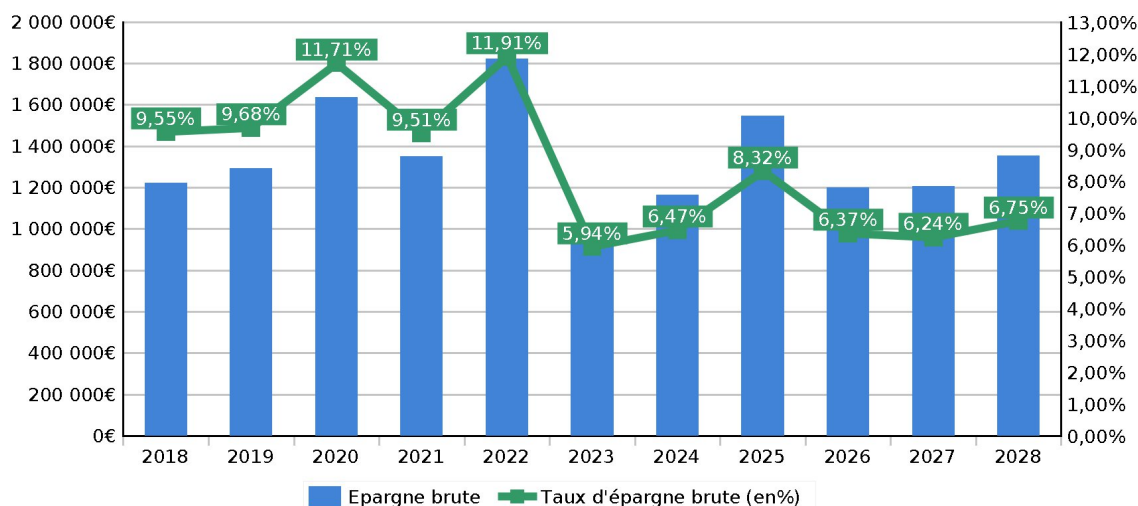
Epargne brute = C'est l'écart entre les recettes de fonctionnement et les dépenses de fonctionnement. L'excédent appelé aussi autofinancement brut finance la section d'investissement et doit être supérieur ou égal au remboursement du capital de la dette.

La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

Le taux d'épargne brute est la valorisation en pourcentage de l'épargne brute.



Epargne brute



L'épargne brute et le taux d'épargne brute évoluent de la façon suivante :

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Epargne brute	1 222 547	1 291 834	1 636 332	1 349 423	1 822 777	1 000 554	1 163 599	1 546 797	1 201 498	1 207 565	1 353 446
Taux d'épargne brute (en %)	9,55%	9,68%	11,71%	9,51%	11,91%	5,94%	6,47%	8,32%	6,37%	6,24%	6,75%

Les ratios de l'épargne peuvent s'analyser de la manière suivante :

2020 : COVID fermeture de certains services mais participations partenaires maintenues en partie.

2022 : recettes exceptionnelles liées à des régularisations d'écritures comptables, dotation CAF exceptionnelle (covid) et fraction de TVA élevée (forte inflation)

2025 : amélioration liée à deux facteurs : augmentation des taux de la fiscalité locale (400 000€ de recettes fiscales supplémentaires et travail important des services sur la masse salariale modification contrat ALSH et vigilance sur recrutements -100 000 € / 2024)

2026 et années suivantes : prudence dans les prévisions de recettes et de dépenses impactant les ratios de l'épargne.

Cette période d'incertitude couplée à des mesures budgétaires restreintes au niveau de l'Etat demande à la Communauté de communes une grande vigilance sur la maîtrise des coûts.

Les compétences étant liées aux services à la population, une attention particulière doit être portée à la masse salariale.

En effet, des enjeux externes viendront impacter ce poste, cotisations CNRACL qui augmentent de 3% depuis 2025 jusqu'à 2028 ajoutant environ 90 000 € / an de cotisations (+360 000€ sur 4 ans), le versement mobilité régional et rural 0.15% de la masse salariale (environ 10 000 € /an).

En 2029, l'ensemble des collectivités territoriales et établissements publics devront proposer une mutuelle maintien de salaire et participer à hauteur de 50% de la cotisation de leurs agents.

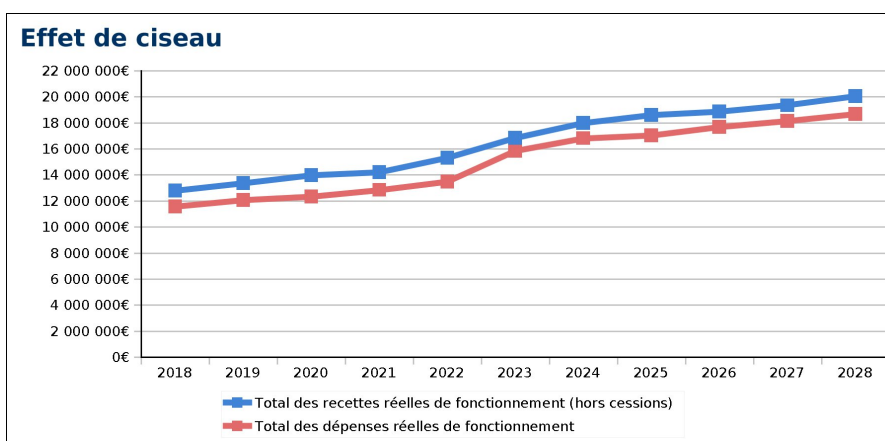


3.3 - Effet de ciseau

Effet de ciseau : Evolution de l'écart entre les recettes d'exploitation hors cession (fonctionnement) et les dépenses d'exploitation (fonctionnement) y compris les cessions d'immobilisations.

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Recettes de fonctionnement (hors cessions)	12 803 619	13 352 046	13 974 233	14 195 183	15 303 217	16 849 818	17 977 413	18 587 402	18 873 248	19 339 128	20 039 874
Evolution n-1	6,58%	4,28%	4,66%	1,58%	7,81%	10,11%	6,69%	3,39%	1,54%	2,47%	3,62%
Dépenses de fonctionnement	11 581 073	12 060 212	12 337 901	12 845 760	13 480 440	15 849 264	16 813 814	17 040 605	17 671 750	18 131 563	18 686 428
Evolution n-1	5,11%	4,14%	2,30%	4,12%	4,94%	17,57%	6,09%	1,35%	3,70%	2,60%	3,06%

La comparaison de l'évolution des courbes de recettes et de dépenses de fonctionnement alerte sur la dégradation de l'épargne et sur les risques de l'effet ciseau.



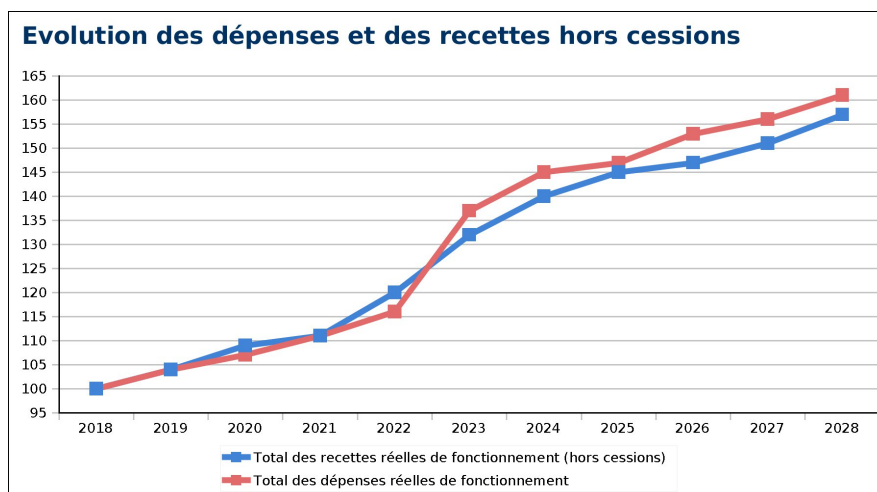
Ce graphique illustre l'effet de ciseau, il met en évidence la dynamique des recettes par rapport à la dynamique des dépenses.

Les recettes ou dépenses exceptionnelles ne sont pas comptabilisées et sont de nature à faire varier les agrégats d'une année sur l'autre.

Le delta entre recettes et dépenses ainsi mis en évidence nourrit la section d'investissement. Il permet alors de financer les dépenses d'équipement ou de se désendetter.

Ci-dessous le graphique représentant l'évolution des dépenses et recettes (hors cessions) en base 100. Si l'évolution des dépenses est supérieure à l'évolution des recettes, alors un effet de ciseau peut se matérialiser.

On constate clairement que l'évolution des dépenses est plus importante que l'évolution des recettes à partir de 2023 expliquant la fragilité des soldes liés aux épargnes, l'écart se desserre en 2025 pour de nouveau se réduire en 2027 face à l'incertitude des mesures gouvernementales notamment.





4. Le niveau d'endettement

4.1 - Encours de dette et emprunts nouveaux

Selon ce scénario, l'encours de la dette évoluerait de :

6 277 843 € en 2018 à 5 129 136 € en 2028 (échelle de gauche du graphique).

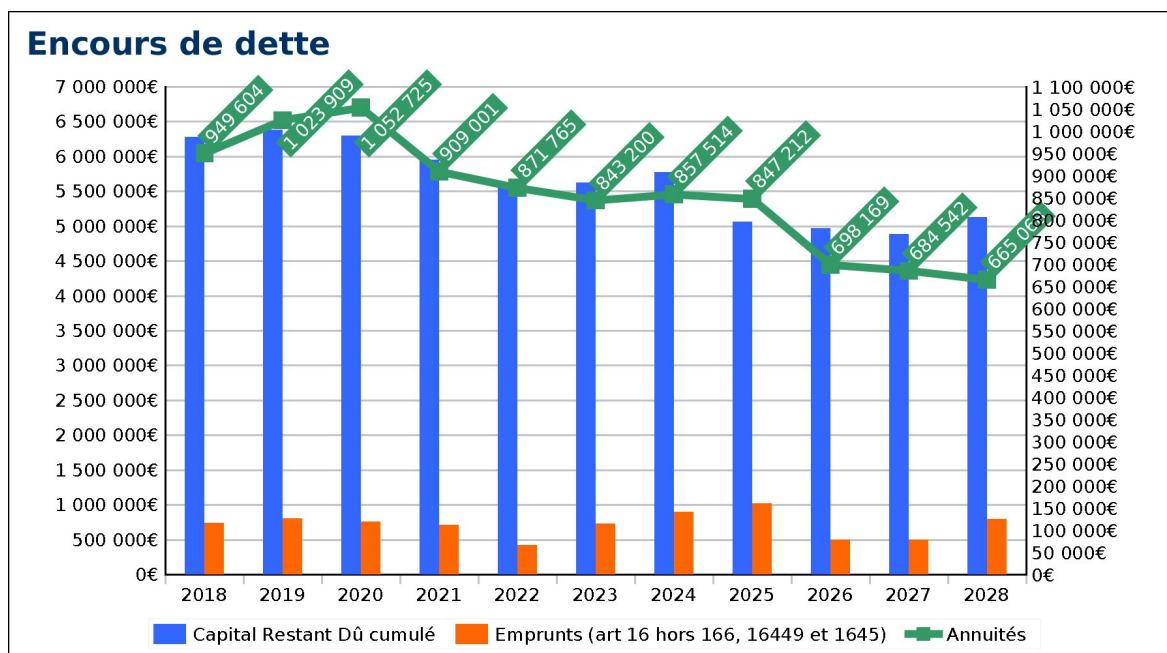
De la même façon, l'annuité de la dette évoluerait de :

949 604 € en 2018 à 665 068 € en 2028 (échelle de droite du graphique).

	Encours de dette au 31/12	Evolution n-1	Emprunts nouveaux
2018	6 277 843	-3,21 %	744 526
2019	6 384 374	1,7 %	804 163
2020	6 293 965	-1,42 %	762 784
2021	5 953 036	-5,42 %	710 000
2022	5 623 251	-5,54 %	427 550
2023	5 624 991	0,03 %	730 000
2024	5 768 771	2,56 %	900 450
2025	5 057 723	-12,33 %	1 023 124
2026	4 963 679	-1,86 %	500 000
2027	4 885 764	-1,57 %	500 000
2028	5 129 136	4,98 %	800 000

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Encours de dette au 31/12	-2 %	-18,3 %

Le graphique ci-dessous indique par année les évolutions du capital restant dû et de l'annuité (échelle de droite du graphique) tout en retraçant les nouveaux emprunts à contracter dans le cadre du plan d'investissement prospectif.



4.2 - Annuités de la dette

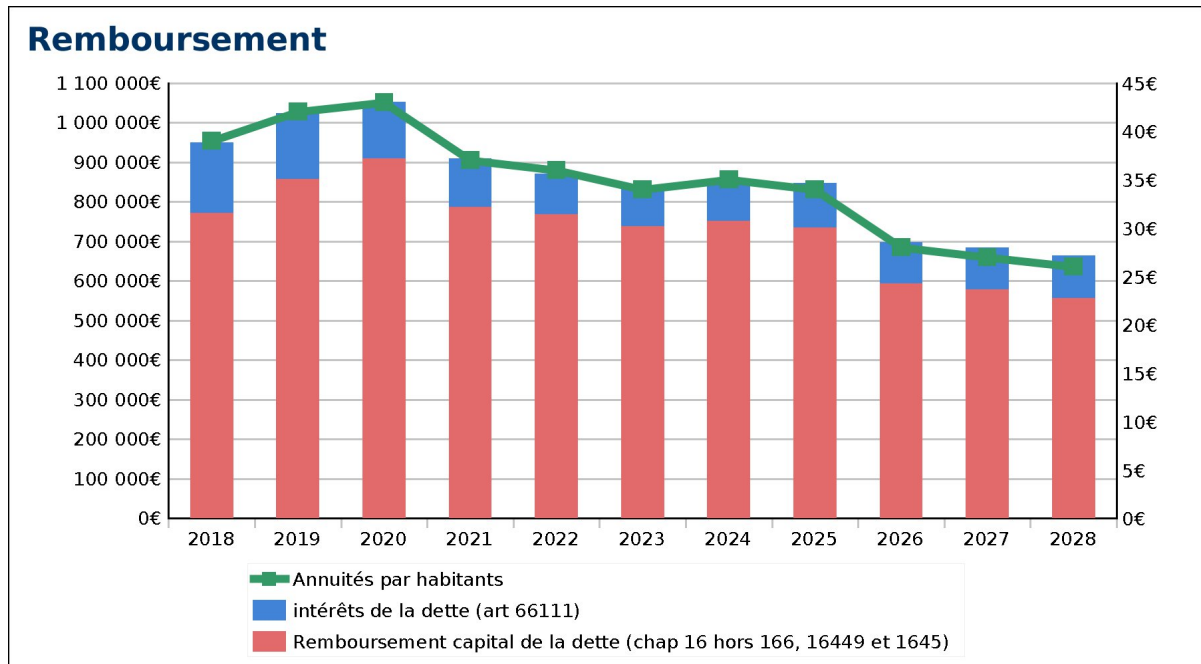
L'annuité de la dette (capital + intérêts) s'échelonne et se ventile comme suit :

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Annuités	949 604	1 023 909	1 052 725	909 001	871 765	843 200	857 514	847 212	698 169	684 542	665 068
Evolution n-1 (en %)	5,33 %	7,82 %	2,81 %	-13,65 %	-4,1 %	-3,28 %	1,7 %	-1,2 %	-17,59 %	-1,95 %	-2,84 %
Capital en euro	771 448	857 007	910 287	787 311	768 050	738 952	751 185	734 173	594 044	577 915	556 628
Intérêts en euro	178 156	166 902	142 438	121 690	103 714	104 248	106 329	113 039	104 125	106 627	108 440



Le graphique ci-dessous permet de lire directement l'évolution du remboursement du capital et des intérêts de la dette sur toute la période.

L'échelle de droite enregistre la variation de l'annuité de la dette par habitant.



La ventilation de l'annuité de la dette en euro par habitant évolue de la façon suivante :

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Annuités	39	42	43	37	36	34	35	34	28	27	26
Capital	32	35	37	32	31	30	30	29	24	23	22
Intérêts	7	7	6	5	4	4	4	5	4	4	4

4.3 - Ratio de désendettement

Le ratio de désendettement détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle. Il se calcule selon la règle suivante : encours de dette au 31 décembre de l'année budgétaire en cours / épargne brute de l'année en cours.

La capacité de désendettement pour la collectivité évolue comme suit :

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Ratio	5,1 ans	4,9 ans	3,8 ans	4,4 ans	3,1 ans	5,6 ans	5 ans	3,3 ans	4,1 ans	4 ans	3,8 ans



5. La fiscalité directe

5.1 - L'évolution des bases

Le poids des bases fiscales permet de distinguer le dynamisme de chaque nature de taxe.

Ci-dessous le tableau des bases fiscales pour chaque taxe.

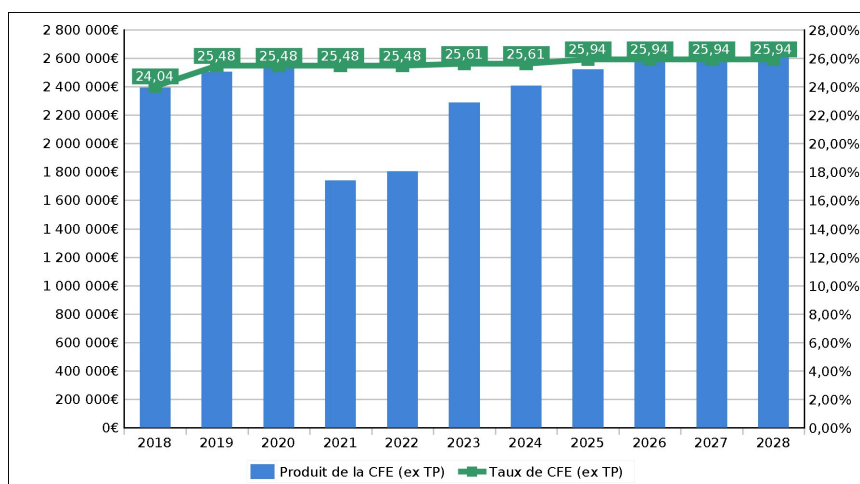
Années	Base cotisation foncière des entreprises CFE	Base taxe d'habitation puis THRS	Base taxe foncière (bâtie) TFPB	Base taxe foncière (non bâtie) TFPNB
2018	9 958 893	23 714 124	22 280 464	1 307 907
2019	9 832 241	24 682 481	23 085 288	1 339 729
2020	10 306 979	25 421 950	23 671 382	1 356 454
2021	6 833 391	2 405 628	21 366 821	1 354 358
2022	7 085 943	2 328 074	22 382 755	1 403 675
2023	8 934 448	2 703 452	24 134 544	1 510 719
2024	9 403 989	2 781 330	25 638 027	1 562 644
2025	9 725 000	2 636 000	26 326 000	1 587 000
2026	9 919 500	2 662 360	26 720 890	1 587 000
2027	10 117 890	2 696 971	27 201 866	1 587 000
2028	10 320 248	2 745 516	27 827 509	1 587 000

5.2 - Evolution des taux et des produits

COTISATION FONCIERE

Années	Base cotisation foncière	Evol base CFE	Produit CFE	Evol produit CFE	Taux CFE	Evol taux CFE
2018	9 958 893	2,14%	2 394 118	2,14%	24,04%	0%
2019	9 832 241	-1,27%	2 505 255	4,64%	25,48%	5,99%
2020	10 306 979	4,83%	2 626 218	4,83%	25,48%	0%
2021	6 833 391	-33,70%	1 741 148	-33,70%	25,48%	0%
2022	7 085 943	3,70%	1 805 498	3,70%	25,48%	0%
2023	8 934 448	26,09%	2 288 112	26,73%	25,61%	0,51%
2024	9 403 989	5,26%	2 408 362	5,26%	25,61%	0%
2025	9 725 000	3,41%	2 522 665	4,75%	25,94%	1,29%
2026	9 919 500	2%	2 573 118	2%	25,94%	0%
2027	10 117 890	2%	2 624 581	2%	25,94%	0%
2028	10 320 248	2%	2 677 072	2%	25,94%	0%

Représentation graphique de l'évolution du produit fiscal et de ses composantes et de l'évolution du taux de cotisation foncière

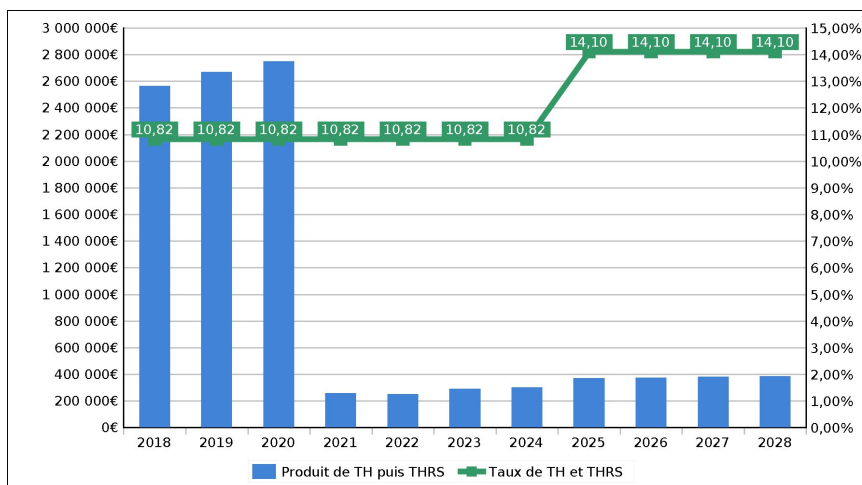




TAXE D'HABITATION ET TAXE D'HABITATION SUR LES RESIDENCES SECONDAIRES

Années	Base nette TH et THRS	Evol base nette TH et THRS	Produit TH et THRS	Evol produit TH et THRS	Taux TH et THRS	Evol taux TH et THRS
2018	23 714 124	4,19%	2 565 868	4,19%	10,82%	0%
2019	24 682 481	4,08%	2 670 644	4,08%	10,82%	0,00%
2020	25 421 950	3,00%	2 750 655	3,00%	10,82%	0%
2021	2 405 628	0,00%	260 289	0,00%	10,82%	0%
2022	2 328 074	-3,22%	251 898	-3,22%	10,82%	0%
2023	2 703 452	16,12%	292 514	16,12%	10,82%	0,00%
2024	2 781 330	2,88%	300 940	2,88%	10,82%	0%
2025	2 636 000	-5,23%	371 676	23,51%	14,10%	30,31%
2026	2 662 360	1%	375 393	1%	14,10%	0%
2027	2 696 971	1%	380 273	1%	14,10%	0%
2028	2 745 516	2%	387 118	2%	14,10%	0%

Représentation graphique de l'évolution du produit fiscal et de ses composantes et de l'évolution du taux de taxe d'habitation jusqu'en 2021 et de taxe d'habitation sur les résidences secondaires à partir de 2021

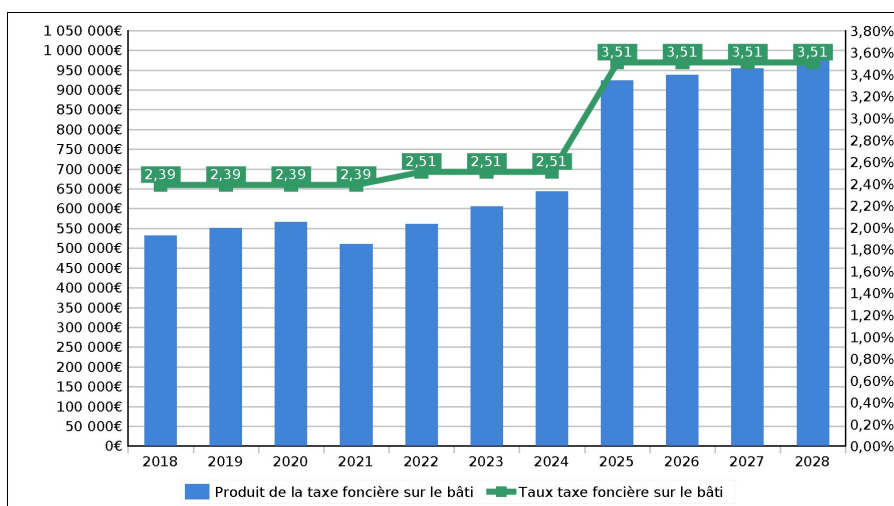




TAXE FONCIERE PROPRIETE BATIE :

Années	Base nette TB	Evol base TFB	Produit TFB	Evol produit TFB	Taux TB	Evol taux TB
2018	22 280 464	2,12%	532 503	2,12%	2,39%	0%
2019	23 085 288	3,61%	551 738	3,61%	2,39%	0,00%
2020	23 671 382	2,54%	565 746	2,54%	2,39%	0%
2021	21 366 821	-9,74%	510 667	-9,74%	2,39%	0%
2022	22 382 755	4,75%	561 807	10,01%	2,51%	5%
2023	24 134 544	7,83%	605 777	7,83%	2,51%	0,00%
2024	25 638 027	6,23%	643 514	6,23%	2,51%	0%
2025	26 326 000	2,68%	924 043	43,59%	3,51%	39,84%
2026	26 720 890	2%	937 903	2%	3,51%	0%
2027	27 201 866	2%	954 785	2%	3,51%	0%
2028	27 827 509	2%	976 746	2%	3,51%	0%

Représentation graphique de l'évolution du produit fiscal et de ses composantes et de l'évolution du taux de taxe foncière sur les propriétés bâties.

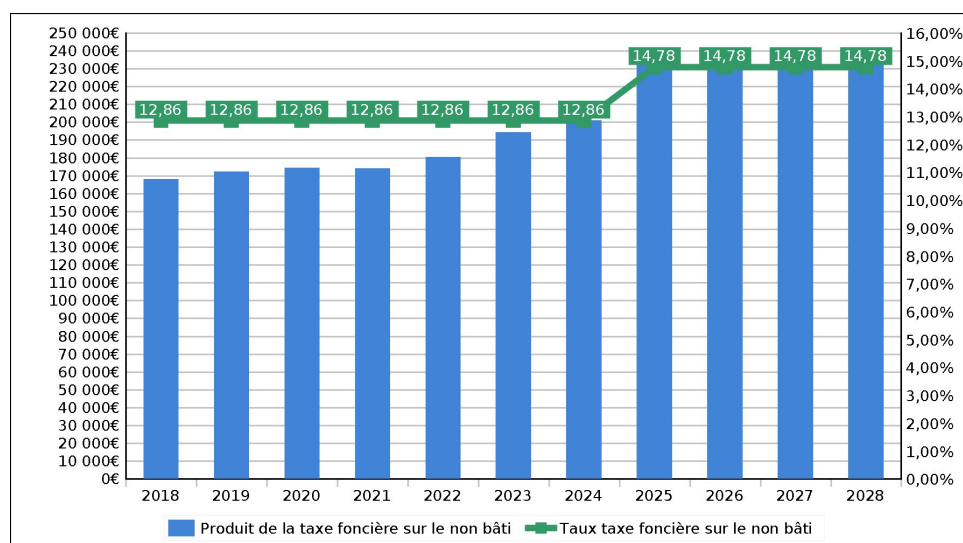




TAXE FONCIERE PROPRIETE NON BATIE :

Années	Base nette TFNB	Evol base TFNB	Produit TFNB	Evol produit TFNB	Taux TFNB	Evol taux TNB
2018	1 307 907	1,42%	168 197	1,42%	12,86%	0%
2019	1 339 729	2,43%	172 289	2,43%	12,86%	0,00%
2020	1 356 454	1,25%	174 440	1,25%	12,86%	0%
2021	1 354 358	-0,15%	174 170	-0,15%	12,86%	0%
2022	1 403 675	3,64%	180 513	3,64%	12,86%	0%
2023	1 510 719	7,63%	194 278	7,63%	12,86%	0,00%
2024	1 562 644	3,44%	200 956	3,44%	12,86%	0%
2025	1 587 000	1,56%	234 559	16,72%	14,78%	14,93%
2026	1 587 000	0%	234 559	0%	14,78%	0%
2027	1 587 000	0%	234 559	0%	14,78%	0%
2028	1 587 000	0%	234 559	0%	14,78%	0%

Représentation graphique de l'évolution du produit fiscal et de ses composantes et de l'évolution du taux de taxe foncière sur les propriétés non bâties.





6. La section de fonctionnement

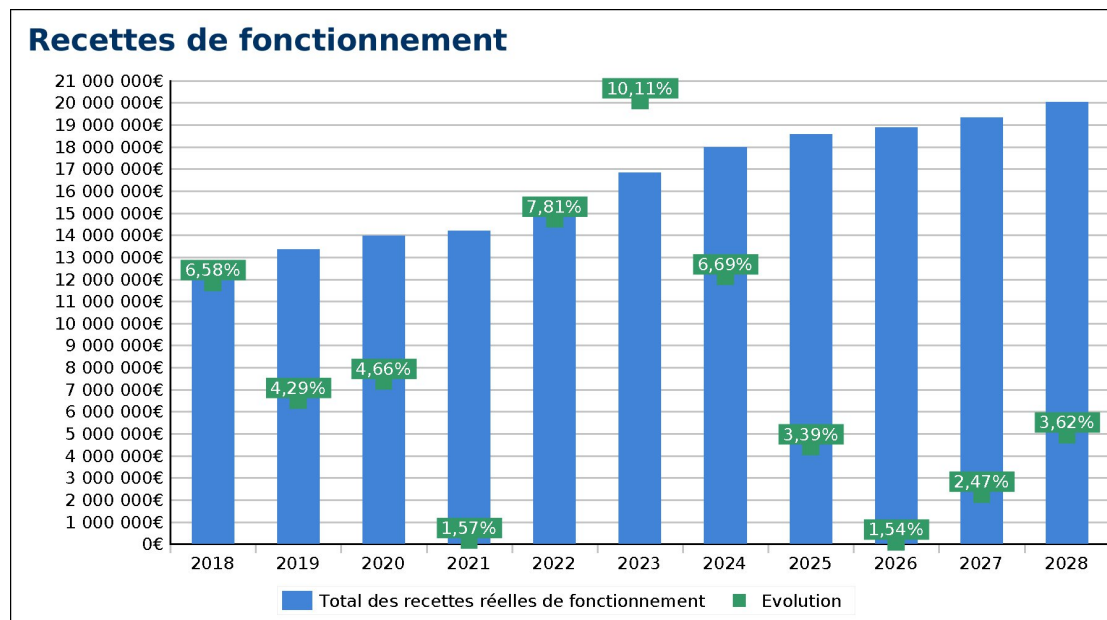
6.1 - Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement et leur évolution

Années	Recettes de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2018	12 803 619	6,58%	530
2019	13 352 477	4,29%	549
2020	13 975 233	4,66%	573
2021	14 195 183	1,57%	581
2022	15 303 217	7,81%	624
2023	16 849 818	10,11%	683
2024	17 977 413	6,69%	724
2025	18 587 402	3,39%	746
2026	18 873 248	1,54%	755
2027	19 339 128	2,47%	770
2028	20 039 874	3,62%	795

L'évolution moyenne et totale comprend l'ensemble de la période

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Recettes de fonctionnement	0,0458	56,52%





Les principales recettes de fonctionnement

Produits de la fiscalité directe :

La fiscalité directe comprend les taxes directes locales possibles (taxe d'habitation, taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties et la cotisation des entreprises CFE, hors rôles supplémentaires).

2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
5 660 686	5 899 927	6 117 059	2 686 274	2 799 716	3 380 681	3 553 772	4 052 942	4 120 973	4 194 198	4 275 494

Produits de la fiscalité reversée :

la fiscalité reversée comprend la part de la CVAE (jusqu'en 2023), l'attribution du FNGIR, le produit de la TASCOT et le produit de l'IFER.

2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
1 035 028	994 210	1 111 181	1 174 088	1 170 269	1 280 893	1 324 294	1 368 439	1 373 976	1 379 595	1 385 298

Produits de la fiscalité indirecte :

La fiscalité indirecte comprend les recettes affectées au compte 73 autre que la fiscalité directe et transférée. (Fraction de TVA, FPIC, taxe de séjour, CVAE depuis 2024, taxe d'enlèvement des ordures ménagères).

2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
2 776 905	2 947 446	3 106 466	5 892 273	6 548 263	7 037 027	7 365 636	7 479 301	7 969 138	8 336 781	8 928 081

Dotations :

Elles comprennent les recettes du chapitre 74 (Dotation intercommunalité, dotation de compensation, les compensations d'Etat sur les exonérations fiscales CFE sur les locaux industriels, CVAE, les autres dotations).

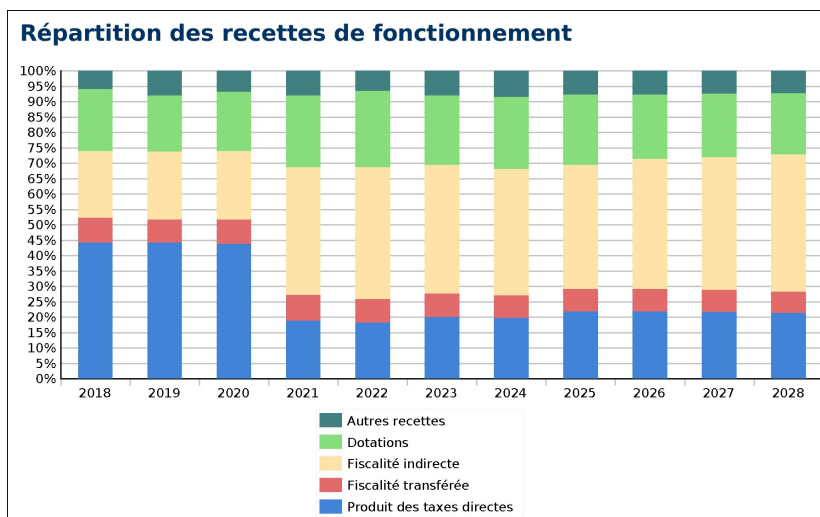
2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
2 565 382	2 446 306	2 688 837	3 297 194	3 774 556	3 804 084	4 212 729	4 254 200	3 963 566	3 976 331	3 992 117

On note qu'en 2026 une baisse est prévue. En effet, sur le PLF 2026, il est prévu une diminution de l'allocation compensatrice sur la CFE pour les locaux industriels de 25%, ce qui représenterait une perte de recettes d'environ 275 000 €.

Autres recettes :

Elles comprennent notamment les produits des services, les atténuations de charges, les recettes exceptionnelles.

2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
765 618	1 064 588	951 689	1 145 354	1 010 414	1 347 133	1 520 981	1 432 520	1 445 595	1 452 223	1 458 884





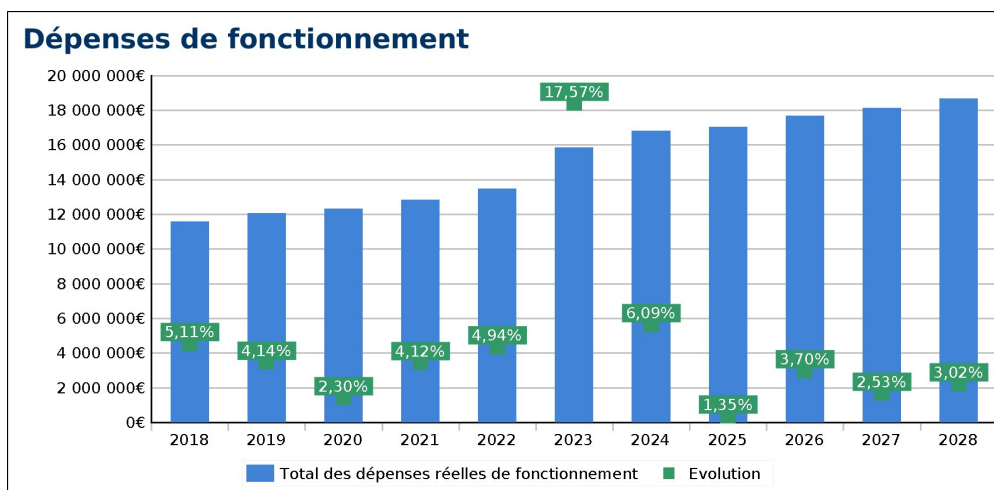
6.2 - Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement et leur évolution

Années	Dépenses de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2018	11 581 073	5,11%	479
2019	12 060 212	4,14%	496
2020	12 337 901	2,30%	506
2021	12 845 760	4,12%	526
2022	13 480 440	4,94%	550
2023	15 849 264	17,57%	642
2024	16 813 814	6,09%	677
2025	17 040 605	1,35%	684
2026	17 671 750	3,70%	707
2027	18 119 563	2,53%	722
2028	18 666 073	3,02%	741

L'évolution moyenne et totale comprend l'ensemble de la période

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Dépenses de fonctionnement	0,0489	61,18%



Les principales dépenses de fonctionnement

Charges de personnel :

Elles comprennent les dépenses du chapitre 012.

2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
3 408 232	3 930 657	4 243 962	4 603 512	4 927 730	5 778 033	6 181 550	6 350 000	6 521 450	6 697 529	6 898 455

Les charges de personnel représentent un enjeu important dans le budget de la Communauté de communes. En effet, les compétences principales de l'EPCI sont des services en lien avec la population, nécessitant une ressource en personnel importante. Par conséquent, la moindre variation sur le point d'indice ou mesure particulière sur les salaires impacte de manière forte les dépenses de fonctionnement.

A titre d'exemple, l'augmentation de la cotisation CNRACL de 3% pendant 4 ans devrait coûter au total, au terme de la mesure en 2028, 360 000 € (90 000 €/an). Une augmentation du SMIC de 1.20% dans les 20 000 € par an.



Charges à caractère général :

Elles comprennent les dépenses du chapitre 011.

2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
4 093 611	4 230 006	1 709 202	1 674 035	1 843 724	2 086 426	2 279 923	2 250 000	2 272 500	2 302 043	2 331 969

Ecart important entre 2019 et 2020 car les contributions aux syndicats des ordures ménagères étaient imputées à ce chapitre, elles sont à compter de 2021 imputées au chapitre 65 « contingents et participations obligatoires ».

Les charges à caractère général se stabilisent depuis 2024. En effet, l'année 2023 a eu un double effet, la guerre en Ukraine et les sanctions appliquées à la Russie ont eu pour effet une hausse des coûts de l'énergie, de l'alimentation notamment. Des factures en attentes ont été soldées sur ce même exercice.

Aussi et pour éviter les fluctuations de dépenses (et recettes) un travail conséquent des services et du service comptabilité est mené afin de rattacher les charges à l'exercice concerné, afin que les dépenses de l'exercice reflètent la réalité.

Atténuation de produits :

Elles comprennent les dépenses du chapitre 014 (dont fiscalité transférée)

2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
2 399 802	2 129 085	2 132 598	2 136 272	2 103 142	2 126 274	2 133 301	2 113 191	2 173 091	2 173 091	2 135 591

Il s'agit d'une dépense stable, aucun transfert de compétence n'étant prévu dans les années à venir en l'état actuel.

Contingents et participations obligatoires :

Elles comprennent une partie des dépenses du chapitre 65, inscrites à l'article 655.

2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
122 419	215 451	2 879 551	2 878 429	3 196 299	3 719 810	3 943 684	4 057 000	4 646 176	4 989 129	5 358 785

Ecarts entre 2019 et 2020 liés aux contributions aux syndicats des ordures ménagères affectées à ce chapitre dès 2020.

A partir de 2020, l'augmentation régulière est due à la contribution des ordures ménagères qui croît chaque année.

Subventions :

Elles comprennent les dépenses du chapitre 65 inscrites à l'article 657.

2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
845 498	929 186	712 651	782 205	937 219	1 191 924	1 310 499	1 310 000	1 310 000	1 316 550	1 323 133

L'augmentation constante reflète le besoin de financer le CIAS avec une subvention à 600 000 € environ en 2018 pour atteindre en 2025 1 100 000 € avec une prévision de stabilisation en 2026 à 1 100 000 €.

Intérêts de la dette :

Les intérêts de la dette comprennent les frais financiers issus de la dette en cours cumulés avec les frais financiers des emprunts futurs issus de la prospective. Les ICNE compris.

2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
174 338	117 921	142 438	121 690	113 829	125 854	107 959	113 314	99 694	102 236	105 330

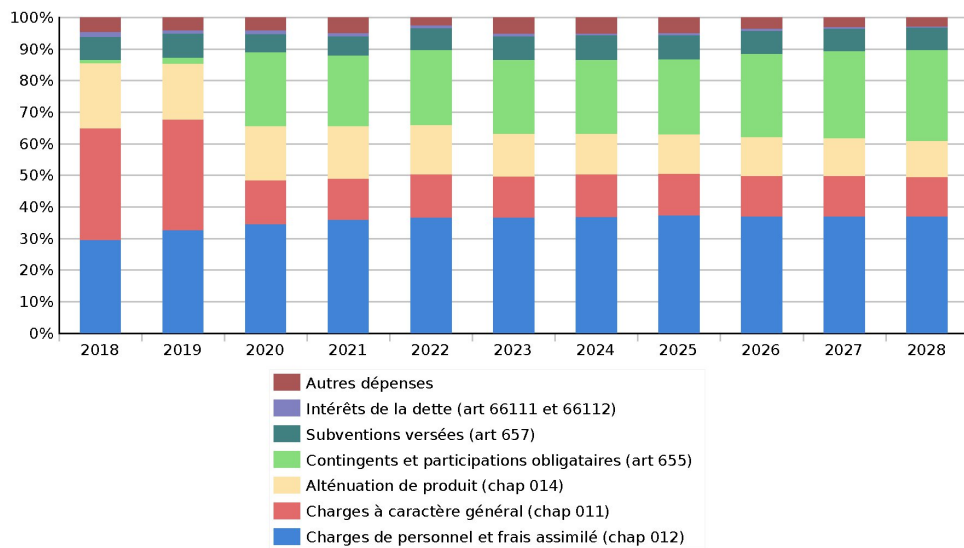
Autres dépenses :

Elles comprennent notamment, les charges exceptionnelles (chap.67), les dotations aux provisions (chap.68 mvt réel), les dépenses diverses et autres dépenses de fonctionnement

2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
537 173	507 906	517 498	649 617	358 498	820 943	856 897	847 100	648 839	550 986	533 165



Répartition des dépenses de fonctionnement



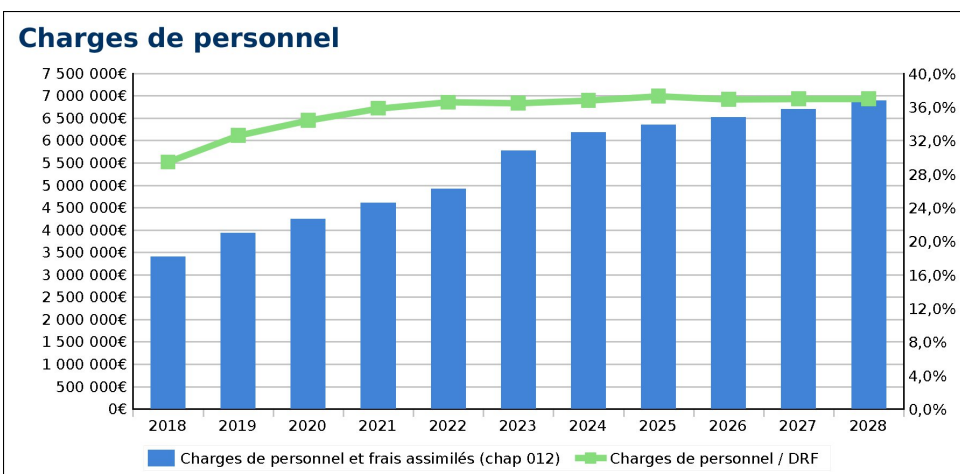
Indicateur d'évolution de la ressource humaine

Représentativité des charges de personnel dans les dépenses d'exploitation. Ce taux permet de mesurer le poids des charges de personnel sur les dépenses de fonctionnement.

2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
3 408 232	3 930 657	4 243 962	4 603 512	4 927 730	5 778 033	6 181 550	6 350 000	6 521 450	6 697 529	6 898 455

Ratio : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
29,43%	32,59%	34,40%	35,84%	36,55%	36,46%	36,76%	37,26%	36,90%	36,94%	36,92%





7. La section d'investissement

7.1 - Les recettes d'investissement

FCTVA :

Cette recette est directement liée à la récupération de la TVA des investissements engagés les années précédentes. Le taux du FCTVA est de 15,482% avant le 1er Janvier 2014 et devient égal à 15,761% pour 2014. Depuis le 1er janvier 2015 loi de finance l'a revalorisé à 16.404%.

2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
428 590	147 474	55 200	153 429	116 393	293 089	243 140	285 152	14 201	217 159	184 381

Subventions perçues :

Ce sont les subventions versées par les différents partenaires (région, département, communauté...) servant à financer le programme pluriannuel d'investissement

2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
321 004	638 429	57 390	89 654	144 096	489 928	476 525	687 912	114 587	20 000	208 946

Emprunts :

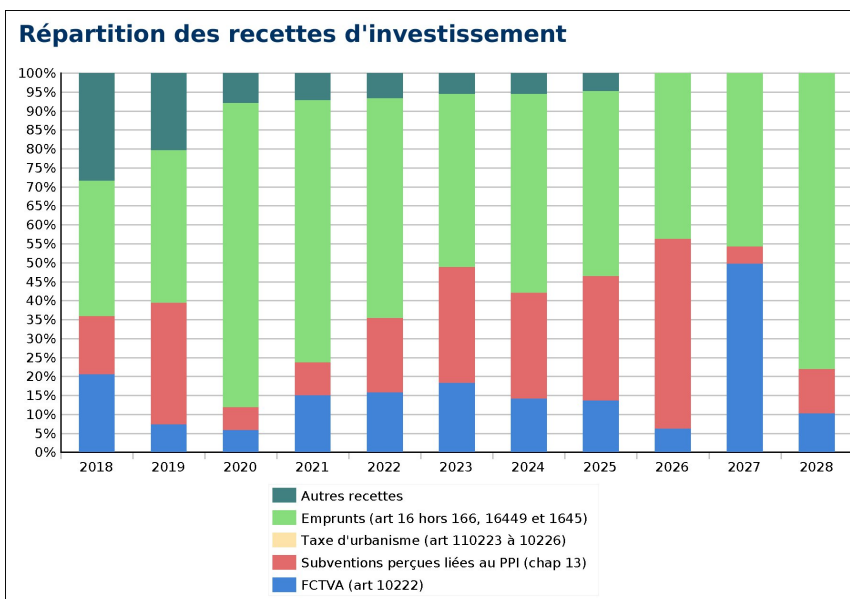
Emprunts réalisés durant la prospective pour financer les investissements

2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
744 526	804 163	762 784	710 000	427 550	730 000	900 450	1 023 124	500 000	500 000	800 000

Recettes diverses :

Elles comprennent notamment les opérations pour compte de tiers et les mouvements inscrits au 16449.

2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
592 124	406 895	75 261	73 125	49 071	88 675	93 783	99 180	0	-0	0



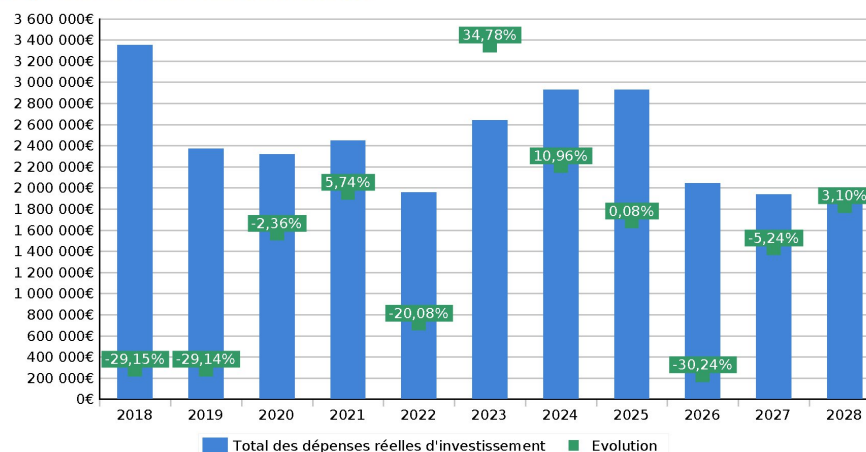


7.2 - Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement et leur évolution

Années	Dépenses d'investissement	Evolution n-1	En euros par habitant
2018	3 350 774	-29,15%	139
2019	2 374 387	-29,14%	98
2020	2 318 386	-2,36%	95
2021	2 451 509	5,74%	100
2022	1 959 163	-20,08%	80
2023	2 640 513	34,78%	107
2024	2 929 827	10,96%	118
2025	2 932 276	0,08%	118
2026	2 045 416	-30,24%	82
2027	1 938 217	-5,24%	77
2028	1 998 346	3,10%	79

Dépenses d'investissement



Le remboursement de la dette dans les dépenses d'investissement

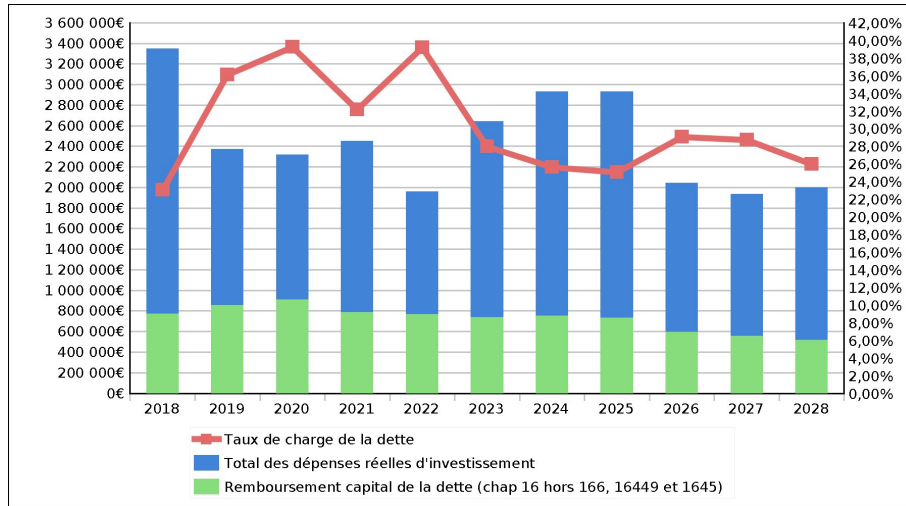
Ci-dessous, les dépenses d'investissement issues de la prospective dont la mise en lumière du remboursement du capital de la dette. Les mouvements inscrits au 16449 sont retirés.

Années	Dépenses d'investissement	Remboursement du capital de la dette	Part en % du remboursement du capital de la dette
2018	3 350 774	771 448	23,02%
2019	2 374 387	857 007	36,09%
2020	2 318 386	910 287	39,26%
2021	2 451 509	787 311	32,12%
2022	1 959 163	768 050	39,20%
2023	2 640 513	738 952	27,99%
2024	2 929 827	751 185	25,64%
2025	2 932 276	734 173	25,04%
2026	2 045 416	594 044	29,04%
2027	1 938 217	556 409	28,71%
2028	1 998 346	518 346	25,94%



Ci-dessous la représentation graphique du remboursement du capital de la dette (échelle de gauche) et le taux de charge du remboursement de la dette (échelle de droite) dans les dépenses d'investissement

ID : 040-200069417-20260203-2026_04-DE





8. Le Programme Pluriannuel d'Investissement (PPI)

8.1 - Les dépenses prévues au PPI par direction

Patrimoine Culture Tourisme	2025	2026	2027	2028	Total
PCT - Renouvellement équipement / petits travaux		13 000			13 000
Total recettes			2 133		2 133
Solde Renouvellement équipement / petits travaux					10 867
PAT - Diagnostic sanitaire et archéologie préventive	12 180				12 180
Total recettes	1 998				1 998
Solde Diagnostic sanitaire					10 182
PAT02 - Travaux cryptoportique embarcadère	36 979				36 979
Total recettes	20 857				20 857
Solde travaux cryptoportique embarcadère					16 122
CULT03 - Ludo aménagement store	12 000				12 000
	2025	2026	2027	2028	Total
Total dépenses programme	61 159	13 000	0	0	74 159
Total recettes programme	22 855	0	0	0	22 855
Reste à charge	38 304	13 000	0	0	51 304

Petite enfance Enfance Jeunesse	2025	2026	2027	2028	Total
MAT01 - Maternelle Tilh	963 040	67 820			1 030 860
Total recettes	678 018	34 587	11 125		723 730
Solde Maternelle Tilh					307 130
MAT01 - Maternelle Tilh Architecte - Maternelle Tilh - honoraires architecte	25 000				25 000
MAT04 - Travaux entretiens Enfance Jeunesse	60 000	60 000	60 000	60 000	240 000
Total recettes	9 842		9 842	9 842	29 527
Solde travaux entretiens écoles					210 473
MAT03 - Mobiliers Enfance Jeunesse	126 824	12 000	12 000	12 000	162 824
Total recettes	20 804		1 640	1 640	24 085
Solde mobiliers maternelles					138 739
PENF - Petits travaux/ équipements crèches	14 399	20 000	15 000	15 000	64 399
Total recettes	2 362	5 000	2 461	2 461	12 283
Solde petites travaux / équipements crèches					52 116
ENF03- Programmiste Orthevielle Maternelle-ALSH- partie salle restauration	3 490				3 490
Total recettes	572				572
Solde programmiste maternelle Orthevielle					2 918
ENF03- Travaux locaux maternelles ALSH secteur Orthe				304 000	304 000
Total recettes				60 800	60 800
Solde Travaux locaux maternelles ALSH secteur Orthe					243 200
ENF03- Architecte Orthevielle Maternelle-ALSH				30 000	30 000
Total recettes				13 800	13 800
Solde Architecte travaux locaux maternelles/ALSH					16 200
Petite enfance Enfance Jeunesse	2025	2026	2027	2028	Total
Total dépenses programme	1 192 753	159 820	87 000	421 000	1 860 573
Total recettes programme	711 599	39 587	25 069	88 543	864 798
Reste à charge	481 154	120 233	61 931	332 457	995 775



Aménagement du territoire	2025	2026	2027	2028	Total
AMEN02 - Echangeur A641-RD19	77 446				
AMEN01 - Echangeur Caresse-Cassaber		35 000	175 000	105 000	315 000
AMEN03 - SCOT	24 248				24 248
AMEN06 - Révision PLUI	3 180	20 000	60 000		83 180
Recettes	522		3 281	9 842	13 645
Solde révision PLUI					69 535
AMEN09-REBEL - AE09-REBEL	5 000	20 000	20 000		45 000
AMEN08 - AMEN08 Site patrimoine remarquable (SPR)	5 160	40 000	40 000		85 160
Total recettes	3 426	20 000	26 562	6 562	56 550
Solde SPR					28 610
HAB02 OPH RU		70 000	70 000	70 000	210 000
HAB03 - HAB03- Pacte territorial (subv équipement)	30 000	30 000			60 000
PCAET01 - Etudes	10 000				10 000
Total recettes	1 640				1 640
Solde études PCAET					8 360
Voie verte - Ancienne voie tram - études			50 000	50 000	100 000
Total recettes				8 202	8 202
Solde voie tram					91 798
	2025	2026	2027	2028	Total
Total dépenses programme	155 034	215 000	415 000	225 000	1 010 034
Total recettes programme	5 588	20 000	29 842	24 606	80 037
Reste à charge	149 446	195 000	385 158	200 394	929 997

Voirie - support - piscine	2025	2026	2027	2028	Total
Equipements toitures panneaux solaires	0	160 000	0		160 000
Total recettes	91 500	36 500	26 246		154 246
Solde Equipements toitures panneaux solaires					5 754
Piscine	5 866	40 000			45 866
Total recettes	962		6 562		7 524
Solde programme voirie					38 342
VOIR02 - Programme voirie annuel	522 500	740 000	703 000	703 000	2 668 500
Total recettes	85 711		121 390	115 320	322 421
Solde programme voirie					2 346 079
VOIR06 - Bornes électriques		10 000	10 000	10 000	30 000
Total recettes			1 640	1 640	3 281
Solde bornes électriques					26 719
PUP- Rond point peyrorade	24 000				24 000
Total recettes	24 000				24 000
Solde PUP					0
Equipements divers tous services	64 016	70 000	65 000	65 000	264 016
Total recettes	8 202	2 300	11 483	21 325	43 310
Solde équipements divers tous services					220 706
Véhicules	59 327	60 000	45 000	45 000	209 327
Total recettes	9 732		9 842	7 382	26 956
Solde véhicules					182 371
Equipements système d'information	31 930	30 000	25 000	25 000	111 930
Total recettes	7 698		4 921	8 202	20 822
Solde équipements système d'information					91 108
	2025	2026	2027	2028	Total
Total dépenses programme	701 773	1 070 000	848 000	848 000	3 467 773
Total recettes programme	226 843	38 800	175 523	153 870	595 036
Reste à charge	474 930	1 031 200	672 477	694 130	2 872 737



8.2 - Les financeurs du PPI

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	Total
CAF	0	46 946	152 658	0	0	0	76 000	275 604
DSIL	10 022	16 515	230 681	349 274	43 058	20 000	0	669 550
Département	7 300	11 500	86 055	173 347	11 529	0	30 400	320 131
Etat	116 800	154 087	8 400	141 291	60 000	0	27 360	507 938
Part communale	0	232 000	273 000	24 000	0	0	75 186	604 186
Total	134 122	461 048	750 794	687 912	114 587	20 000	208 946	2 377 409

8.3 - Le coût net annuel

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	Total
Programmes (a)	1 280 423	2 123 372	2 145 239	2 106 603	1 541 372	1 349 000	1 493 000	12 039 009
Financeurs (b)	134 122	461 048	750 794	687 912	114 587	20 000	208 946	2 377 409
Total (a-b)	1 146 301	1 662 324	1 394 445	1 418 691	1 426 785	1 329 000	1 284 054	9 661 600

Il est présenté ci-dessous le plan de financement des investissements réalisés sur la période. Le remboursement du capital de la dette ne figure pas dans les dépenses d'investissement à financer, puisque celui-ci doit être couvert par l'autofinancement.

Rappel des investissements prévus au PPI

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	Total
Programmes (a)	1 280 423	2 123 372	2 145 239	2 106 603	1 541 372	1 349 000	1 493 000	12 039 009

L'épargne de la collectivité

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Epargne brute	1 822 777	1 000 554	1 163 599	1 546 797	1 201 498	1 207 565	1 353 446
Remboursement capital de la dette	768 050	738 952	751 185	734 173	594 044	577 915	556 628
Epargne nette	1 054 726	261 602	412 415	812 624	607 454	629 650	796 818

Le financement

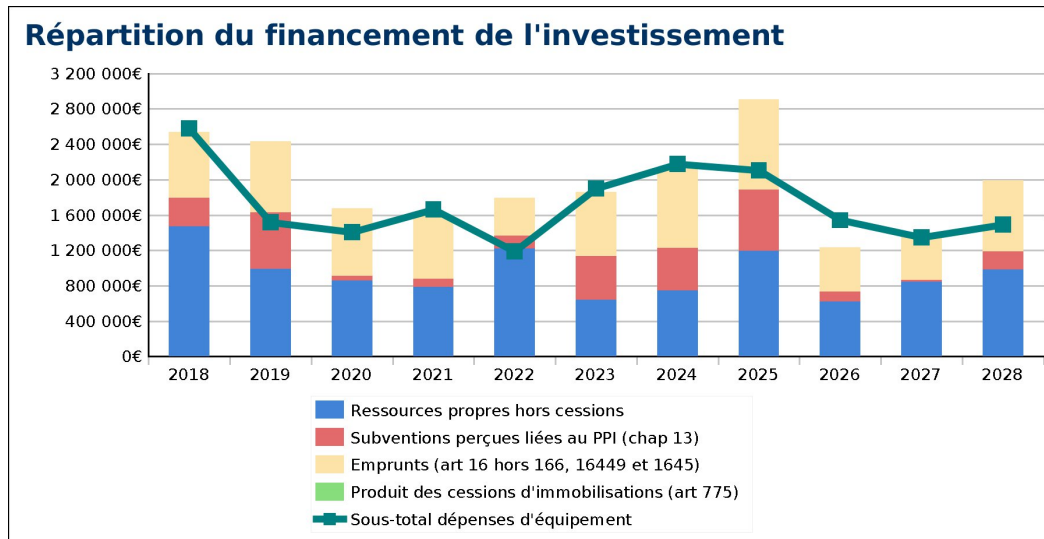
Le tableau ci-dessous présente le plan de financement de l'investissement. Les cessions d'immobilisation sont rajoutées dans le plan de financement. Pour rappel, l'affectation du résultat peut également intervenir partiellement pour financer l'investissement.

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Epargne nette (a)	1 054 726	261 602	412 415	812 624	607 454	629 650	796 818
FCTVA (b)	116 393	293 089	243 140	285 152	14 201	217 159	184 381
Autres recettes (c)	49 071	88 675	93 783	99 180	0	0	0
Produit de cessions (d)	0	0	0	0	0	0	0
Ressources financières propres e = (a+b+c+d)b0	1 220 190	643 366	749 338	1 196 956	621 655	846 809	981 199
Subventions perçues (liées au PPI) (f)	144 096	489 928	476 525	687 912	114 587	20 000	208 946
Emprunts (art 16 hors 166 et 16449) (g)	427 550	730 000	900 450	1 023 124	500 000	500 000	800 000
Financement total h = (e+f+g)b0	1 791 836	1 863 294	2 126 313	2 907 993	1 236 242	1 366 809	1 990 145

Un résultat négatif diminuera le fonds de roulement, et servira à financer une partie de l'investissement. La collectivité devra surveiller à ne pas le faire diminuer de manière trop importante afin de garder des marges de manœuvre. Un



résultat positif l'augmentera permettant ainsi de reconstituer un fonds de roulement pour des investissements futurs.





9. Les ratios

Ci-dessous le tableau des ratios obligatoires issus de la loi A.T.R

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Ratio 1	479	496	506	526	550	642	677	684	707	722	742
Ratio 2	237	250	255	115	116	146	146	163	165	167	170
Ratio 3	530	549	573	581	624	683	724	746	755	770	795
Ratio 4	85	37	42	57	48	65	81	72	57	47	55
Ratio 5	260	262	258	244	229	228	232	203	199	195	204
Ratio 6	41	42	44	45	45	45	47	48	48	49	49
Ratio 7	29,4%	32,6%	34,4%	35,8%	36,6%	36,5%	36,8%	37,3%	36,9%	36,9%	36,9%
Ratio 9	96,5%	96,7%	94,8%	96,0%	93,1%	98,5%	97,7%	95,6%	96,8%	96,7%	96,0%
Ratio 10	16,1%	6,8%	7,3%	9,7%	7,6%	9,5%	11,3%	9,6%	7,6%	6,1%	6,9%
Ratio 11	50,5%	46,6%	44,6%	43,8%	36,7%	33,3%	32,1%	32,6%	26,3%	25,3%	25,6%

Ratio 1= Dépenses réelles de fonctionnement / population

Ratio 2= Produit des impositions directes / population

Ratio 3= Recettes réelles de fonctionnement / population

Ratio 4= Dépenses d'équipement brut / population

Ratio 5= Encours de la dette / population

Ratio 6= Dotation globale de fonctionnement / population

Ratio 7= Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

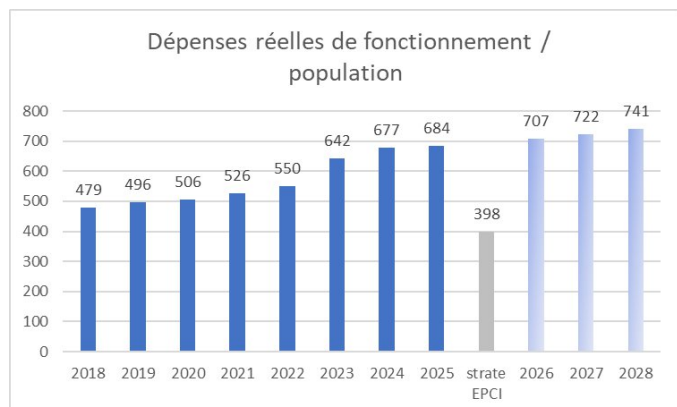
Ratio 9= Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement

Ratio 10= Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement

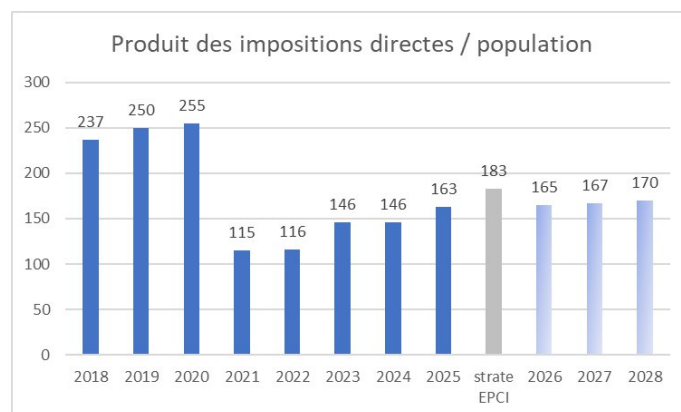
Ratio 11= Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement

Ci – dessous quelques ratios illustrés

Ratio 1



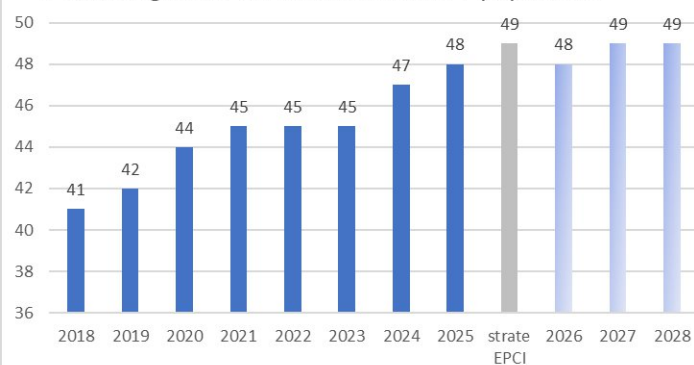
Ratio 2



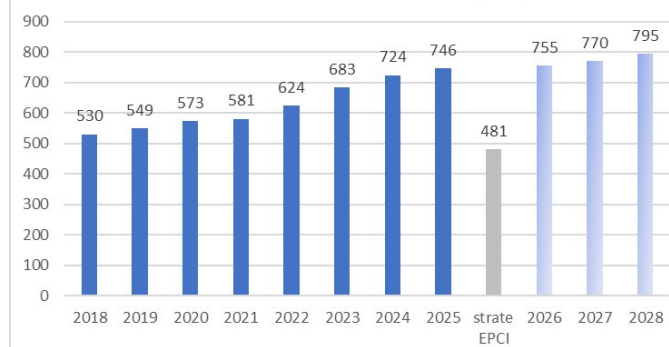
Ratio 3

**Ratio 6**

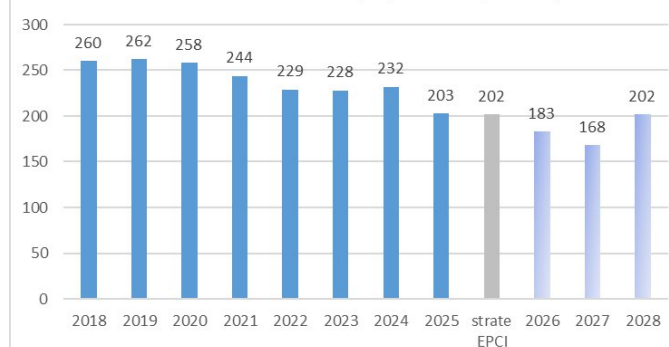
Dotation globale de fonctionnement / population



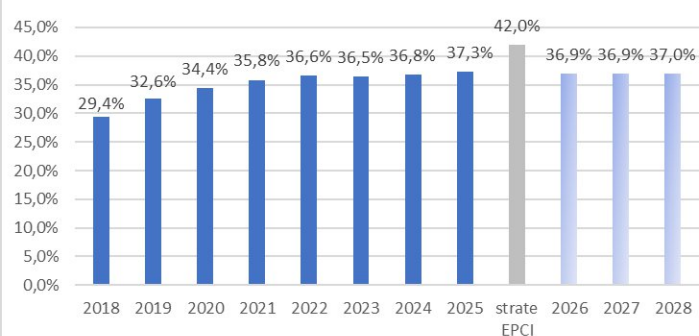
Recettes réelles de fonctionnement / population

**Ratio 5**

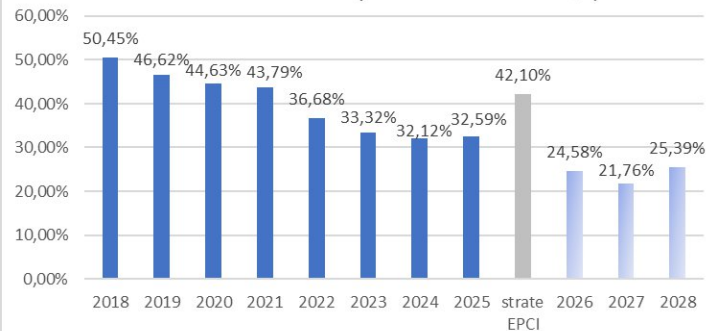
Encours de la dette / population (€/hab)

**Ratio 7**

Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

**Ratio 11**

Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (seuil d'alerte >150%)





10. Les budgets annexes

10.1 Budget annexe Action économique

Une section de fonctionnement estimée à 520 000 €, dont :

Dépenses : Aides à l'installation d'entreprises 40 000 €,

Observatoire économique et fiscal 13 000 € – Marque Landes 5 000 € -

Mise à disposition personnel 115 000€ (2025 : 112 000€) agents développement économique et support (administratif/techniques).

Recettes : Loyers pour 60 000 €

Subvention d'équilibre 320 000 € (2025 : 360 000€)

Section d'investissement

Recettes 2026 : 115 000€ de vente de foncier

Plan pluriannuel d'investissement :

Budget annexe Action économique	2025	2026	2027	2028	Total
Achat terrain Orthevielle	16 112				16 112
Achat Stradal - Peyrehorade		200 000	450 000		650 000
Total recettes vente terrain				300 000	300 000
Solde terrain Stradal					350 000
Achat terrain ZAC Sud Landes II / Aménagements		84 000		250 000	334 000
Total recettes vente terrain		84 000			84 000
Solde terrain ZAC Sud Landes II					250 000
Achats terrains Bois		40 000			40 000
Bornage Orthevielle - Tourneur 2	42 262				42 262
Garage Ortiz		90 000			90 000
Total recettes (subvention + début loyer courant 2027)		39 000	12 000	12 000	63 000
Solde Garage Ortiz					27 000
Installation maraîcher		30 000			30 000
Logements foyers RHVS	224 510	80 000			304 510
Total recettes Leader	66 000	200 000			266 000
dont Asso saisonniers		100 000			100 000
Solde Logements foyers					38 510
ZAE Tilh		165 000			165 000
Total recettes (ventes terrains)			60 000	80 000	140 000
Solde ZAE Tilh					25 000
ZAE Mimbaste			295 000		295 000
Total recettes (ventes terrains)			80 000	110 000	190 000
Solde ZAE Mimbaste					105 000
ZAE Labatut	10 000	0	188 510		198 510
Total recettes (ventes terrains)			70 000	80 000	150 000
Solde ZAE Labatut					48 510
ZAE Cagnotte	34 816				34 816
Achat foncier				350 000	350 000
Total recettes (ventes terrains)					0
Solde ZAE Labatut					350 000
	2025	2026	2027	2028	Total
Total dépenses programme	327 700	689 000	933 510	600 000	1 950 210
Total recettes programme	66 000	323 000	222 000	582 000	611 000
Reste à charge	261 700	366 000	711 510	18 000	1 339 210



10.2. Budget annexe Gémapi

Une section de fonctionnement estimée à 810 000 €, dont :

Dépenses : Participations aux syndicats et contributions : 379 000 €,

Mise à disposition personnel 35 000 € (directions Aménagement +support administratif)

Recettes : Taxe Gémapi reconduction du montant à 326 927€

Subvention d'équilibre 59 525 €

Report du résultat de fonctionnement 425 240 €

Section d'Investissement -> pas d'investissement prévus, opérations d'ordre

10.3 Budget annexe Office de tourisme

Une section de fonctionnement estimée à 410 000 €

Dépenses :

Un projet de déménagement dans de nouveaux locaux induisent de nouvelles charges. En effet, il est prévu de louer des locaux à un privé :

- Loyer 18 000 €/an - Fluides (eau, électricité, autres charges) : 10 000 €
- Prestations de services, montant identique : 45 000 € (10 000 € créa éditions, 2 000€ web, 3000€ Open Street Map + ouverture d'un terra aventura à Sorde, 5 000 € festival kiwi + sponsoring)
- Achat boutique et petits travaux d'aménagements 10 000€ (+2 000€ par rapport à 2026)
- Mise à disposition personnel 260 000 € (tourisme +support (finances / RH / techniques) dans le cadre de l'audit qualité prise en compte des services support,

Recettes :

- Vente de produits 60 000 €
- Subvention d'équilibre 330 000 € dont : taxe séjour 2025 : 55 000€ montant net après déduction CD40/GPSO
- Report du résultat de fonctionnement 22 200 €

Une section d'investissement estimée à 50 000 € (2025 : 45 000€ au BP)

Dépenses :

- Signalétique 8 000€ + accompagnement bureau d'études MONA 20 000€
- Local vélos 10 000€ + vélos sup 8 000€ + borne et réparation vélos 2 000€

Recettes :

- Subventions CD40 démarche SADI et site internet : 15 400€
- Subvention région SADI 10 000€ /
- Leader via le Pays Adour Landes Océanes : 30 000€ (achats vélos + aménagements)

Une enveloppe pour le projet déménagement est prévue à hauteur de 10 000€. Selon la nature des travaux cette enveloppe sera répartie entre les sections investissement et fonctionnement (à affiner avec services).

10.4 Budget annexe Multiple rural

Une section de fonctionnement estimée à 21 700 €, dont :

Dépenses :

- Dotations aux amortissements : 12 700 €
- Charges liées à l'entretien 8 300 €

Recettes :

Subvention d'équilibre à 5 000 € (5000 € en 2025)

Bail le Carcoilh 3 000 € et logement 5 000 €

Résultat reporté 8 700 €

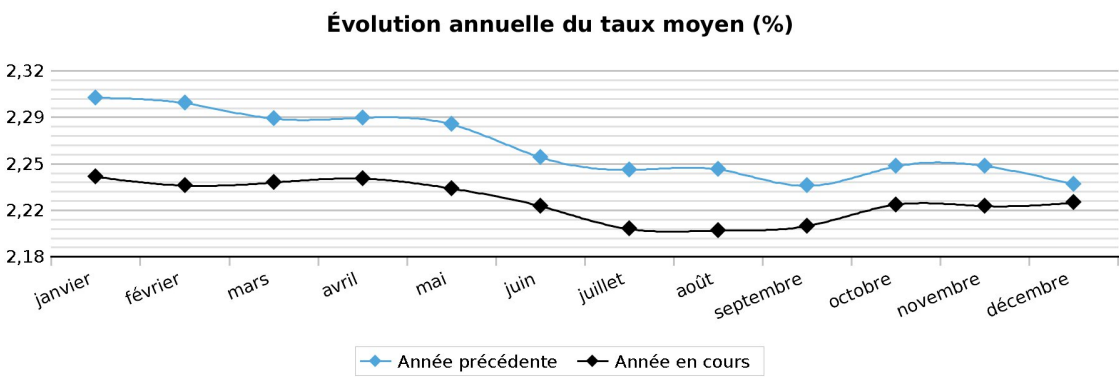
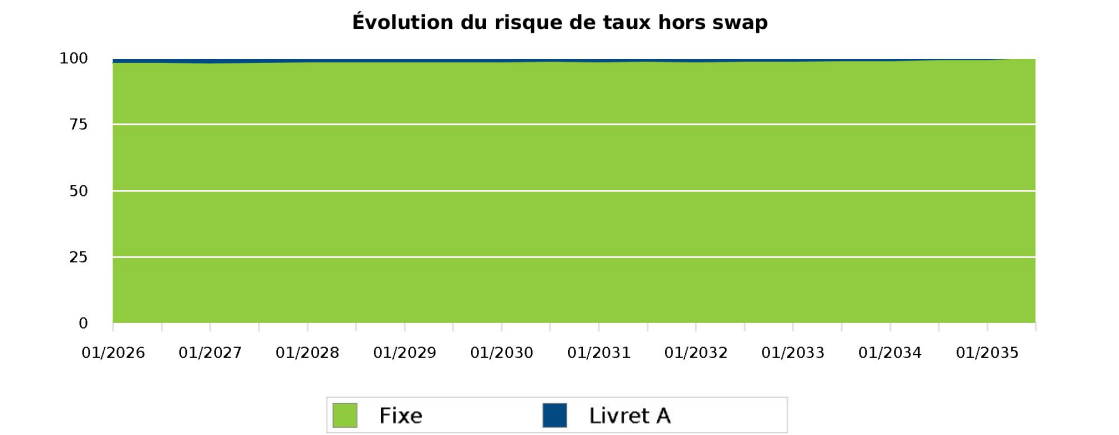
Section d'Investissement -> opérations d'ordre

Partie 4. Etat de la dette

1. Les caractéristiques de votre dette

1.1 Dette par type de risque

Type	Capital Restant Dû	% d'exposition	Taux moyen (ExEx,Annuel)
Fixe	4 969 136.37 €	100,00 %	2,12 %
Variable	0.00 €	0,00 %	0,00 %
Ensemble des risques	4 969 136.37 €	100,00 %	2,12 %



1.2 Dette selon la charte de bonne conduite

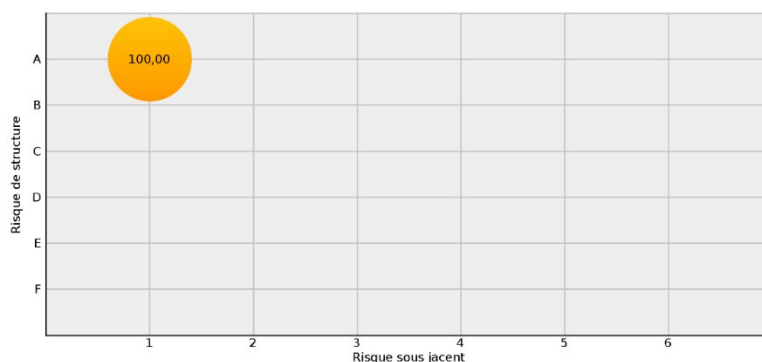
Risque faible

Envoyé en préfecture le 06/02/2026

Reçu en préfecture le 06/02/2026

Publié le 06/02/2026

ID : 040-200069417-20260203-2026_04-DE

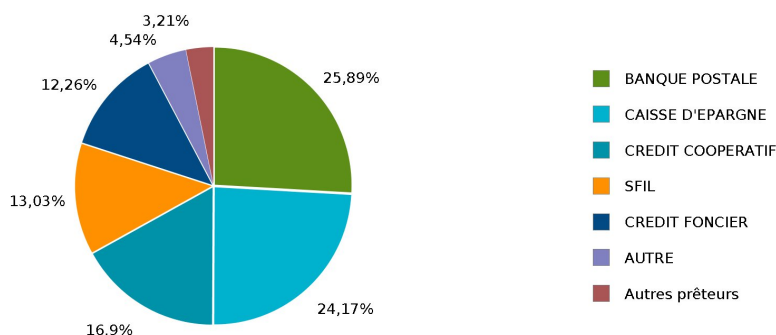


La quasi-totalité des emprunts étant des emprunts à taux fixe, le risque de la dette est faible. Le seul emprunt à taux non variable est indexé sur le livret A. En 2026, les intérêts de ces emprunts devraient baisser, le taux du livret A diminuant.

2. Dette par nature

	Nombre de lignes	Capital Restant Dû	Taux moyen (ExEx, Annuel)
Emprunts	33	4 969 136.37 €	2,12 %
Dette	33	4 969 136.37 €	2,12 %

3. Dette par prêteur





4. Suivi budgétaire : échéances connues et estimées du 01/12/2026

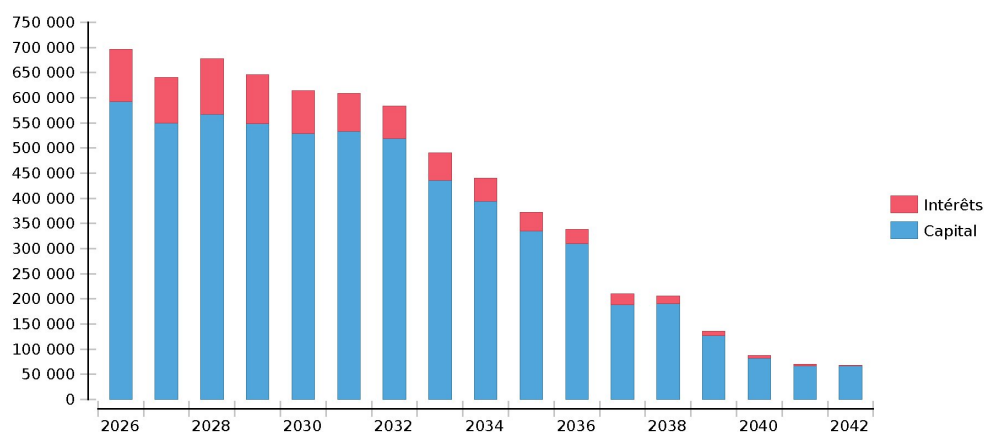
	Amortissement	Intérêts	Total	Type
Janvier	84 762.33 €	22 626.94 €	107 389.27 €	●
Février	24 648.43 €	2 897.08 €	27 545.51 €	●
Mars	25 850.29 €	2 432.03 €	28 282.32 €	●
Avril	60 276.16 €	17 608.35 €	77 884.51 €	●
Mai	63 175.09 €	5 173.46 €	68 348.55 €	●
Juin	55 815.62 €	5 131.24 €	60 946.86 €	●
Juillet	47 313.80 €	15 975.98 €	63 289.78 €	●
Août	32 204.31 €	4 043.65 €	36 247.96 €	●
Septembre	55 590.40 €	2 246.22 €	57 836.62 €	●
Octobre	47 415.76 €	15 662.33 €	63 078.09 €	●
Novembre	24 852.69 €	2 692.82 €	27 545.51 €	●
Décembre	70 940.34 €	6 825.70 €	77 766.04 €	●
	592 845.22 €	103 315.80 €	696 161.02 €	

Concernant les intérêts, la répartition entre connus et estimés est la suivante

Type	Intérêts	Répartition
Total des intérêts	103 315.80 €	100,00%
Intérêts connus	103 315.80 €	100,00%
Intérêts estimés		0,00%

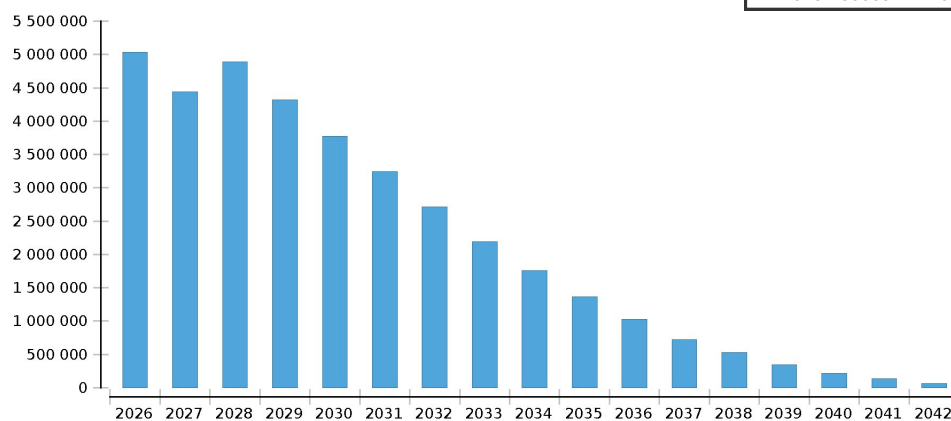
5. Profil d'extinction

Flux de remboursement





Évolution du capital restant dû





Partie 5. Etat du personnel

1. Structure des effectifs

Equivalents temps plein (ETP) moyen annuel tous statuts confondus (CDD occasionnels et saisonniers compris)

2019 : 97,79 ETP pour 191 agents

2020 : 107,76 ETP pour 187 agents

2021 : 135,19 ETP pour 236 agents

2022 : 142,70 ETP pour 270 agents

2023 : 150,74 ETP pour 269 agents

2024 : 168.31 ETP pour 301 agents

2025 : 164.55 ETP pour 261 agents

	CDD occasionnel	CDD permanent	Contrat de projet	CDI	Apprentissage	Titulaire	Total général
2019	97	10		13		71	191
2020	78	19	1	10	1	78	187
2021	96	38	1	9	2	90	236
2022	108	57	1	9	3	92	270
2023	108	60	1	7	2	91	269
2024	149	31	1	8	1	111	301
2025	107	36	1	7	1	109	261

Emplois permanents par catégorie

	CDI et CDD Permanent (dont contrat de projet)				Titulaire			
	A	B	C	Total	A	B	C	Total
2019	3	3	17	23	9	7	55	71
2020	2	3	25	30	10	6	57	73
2021	3	3	24	30	12	8	69	89
2022	3	7	27	37	12	15	56	83
2023	4	8	56	68	14	15	62	91
2024	4	7	29	40	17	18	76	111
2025	3	7	25	35	17	16	76	109

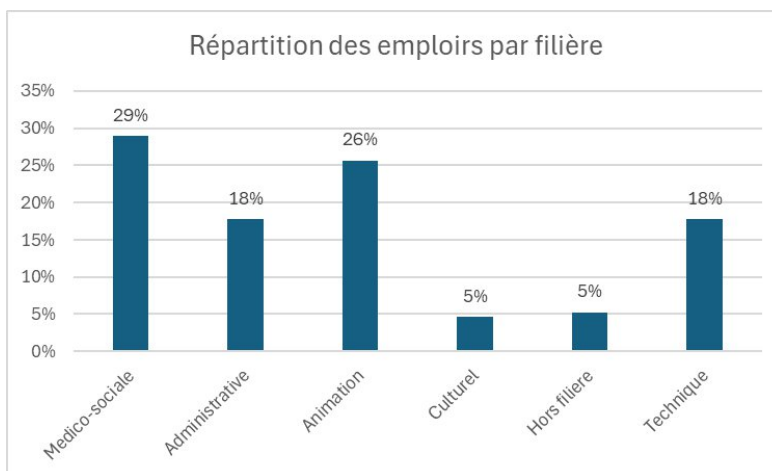
Répartition par filière emplois permanents 2024

Envoyé en préfecture le 06/02/2026

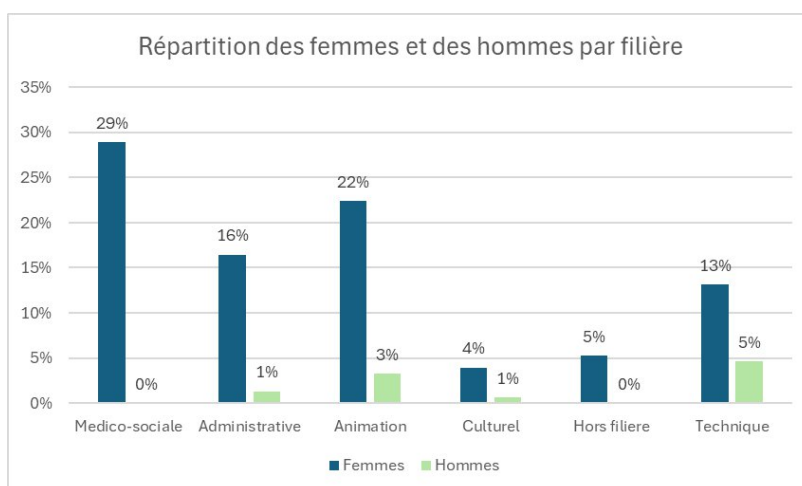
Reçu en préfecture le 06/02/2026

Publié le 06/02/2026

ID : 040-200069417-20260203-2026_04-DE

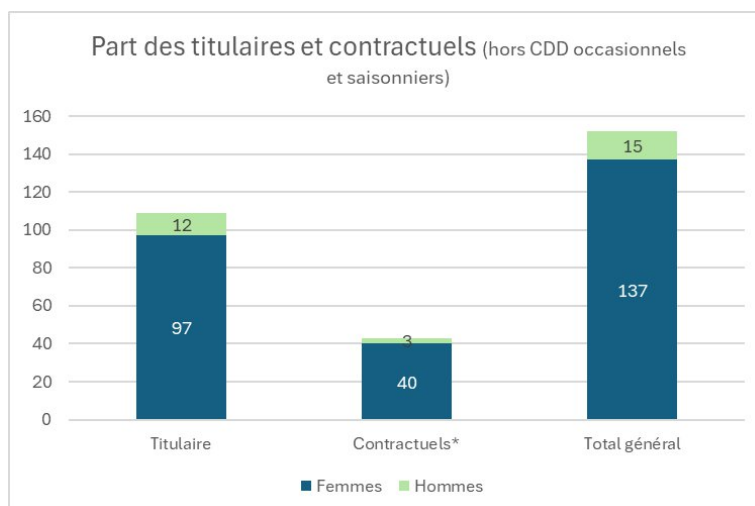


Répartition Femmes/Hommes par filière emplois permanents 2025



B : Hors filière : sur les précédents rapports des orientations budgétaires, les assistantes maternelles étaient intégrées à la filière médico-sociale avec les agents de catégorie C. Ces agents ayant un statut particulier (ce ne sont pas des contrats de droit public), ils apparaissent sur une catégorie dédiée.

Part des titulaires et des contractuels





2. Dépenses de personnel – éléments de rémunération

Rémunération moyenne brute mensuelle rétablie en ETP des agents en contrats permanents et titulaires par catégorie en 2025

	Nb agents rémunérés	Traitement indiciaire brut moyen	Moyenne de NBI montant	Moyenne de IFSE	Moyenne de Suppl. Familial	Somme de Avantages nature
A	20	2 479 €	108 €	679 €	57 €	0 €
B	23	1 982 €	123 €	373 €	45 €	0 €
C	109	1 343 €	59 €	157 €	31 €	0 €

Les agents bénéficiant de NBI, au nombre de 12, sont le Directeur général des services, la Directrice Administration Générale et la responsable du service RH au titre de la responsabilité d'un service nécessitant une technicité particulière, les agents guide au patrimoine et à l'office de tourisme pour la pratique d'une langue étrangère dans le cadre de leurs missions, les directrices de crèche, l'agent d'accueil de France services.

Comparatif avec 2024 :

2024	Nb agents rémunérés	Traitement indiciaire brut moyen	Moyenne de NBI montant	Moyenne de IFSE	Moyenne de Suppl. Familial	Somme de Avantages nature
A	21	2 320 €	111 €	630 €	61 €	0 €
B	25	1 763 €	123 €	335 €	69 €	0 €
C	106	1 337 €	65 €	165 €	34 €	0 €

Avantage en nature en € versés :

Aucun avantage en nature n'a été versé sur l'exercice précédent.

Heures supplémentaires :

Aucune heure supplémentaire n'a été réglée sur l'exercice précédent.

Forfait mobilité durable :

Ce forfait est versé au personnel venant au travail à pied, en train ou en vélo ou en covoiturage.

La somme versée est comprise entre 100 – 200 ou 300 € selon le nombre de jours concernés par les mobilités douces ou en covoiturage.

	nombre d'agents concernés	montants total	montants moyens versés
2023	14	3100	221
2024	20	3785	189

Durée effective du temps de travail :

La durée légale du temps de travail de 1607h est appliquée dans l'ensemble des services de la Communauté de Communes du Pays d'Orthe et Arrigans. En outre, le règlement intérieur du personnel a été approuvé en comité technique et en conseil communautaire en 2019. Ce dernier confirme et réaffirme la nécessité de réaliser 1607h de travail effectif pour un temps complet.